Vol 18 # 10 • Du 4 au 10 Septembre 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

BLINKEN EN HAÏTI : UNE VISITE INQUIÉTANTE !


Voir page 3

Que faut-il attendre de cette visite de Blinken, ce dirigeant éminemment mensonger, colporteur de mensonges sur la Palestine, Cuba, le Nicaragua et le Venezuela ?

PROVOCATION DES ETATS-UNIS CONTRE LE VENEZUELA !



Voir page 4

Le jet privé Dassault Falcon 900EX de la présidence vénézuélienne a été saisi par les États-Unis en République dominicaine le lundi 2 septembre 2024



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Qui bénéficiera du sauvetage de la transition actuelle ?

Par Berthony Dupont

Le seul chemin vers lequel avance le pays d'un pas assuré, depuis l'assassinat inattendu et crapuleux de l'ancien Président Jovenel Moise est celui d'une indicible détresse orchestrée et commanditée par les puissances capitalistes sous la direction du chef de file impérial : les Etats-Unis d'Amérique et ses corollaires la France et le Canada.

Ce sont toujours eux qui détiennent la corde des nombreux obstacles dressés contre le pays. Pour cela, n'est-il pas nécessaire de souligner certains faits qui font comprendre que cette nouvelle planification a été mise en place bien longtemps avant le crime du 7 juillet 2021, si l'on prend en compte les déclarations de l'ancienne ambassadrice des Etats-Unis en Haïti, Pamela White faites le 12 mars 2021 devant le Comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants du Congrès américain? Justement, ce sont les partitions de ce complot de haute portée criminelle, baptisée « *Transition* » qu'ils sont en train d'exécuter aujourd'hui en accord avec les acteurs de la classe politique traditionnelle qui ne demandent pas mieux.

Certes, cette transition a plongé beaucoup plus le pays dans un abime d'instabilité chronique et que dire de la violence que certains critiquaient les mettant au compte du Président assassiné qui s'est multipliée davantage. Or, ce sont les catalyseurs de cette violence-là qui ont récupéré le pouvoir sous la protection de leurs tuteurs et alliés naturels, qui sont les puissances dominantes.

Le moins que l'on puisse dire, la transition n'a pas remis le pays sur de bons rails, loin de là. Au contraire, elle l'aide à dérailler de plus en plus que ce soit avec le régime d'Ariel Henry ou avec ses successeurs de la nouvelle coalition largement large du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), composé de 9 membres et d'un Premier ministre. Tous ont été imposés par les puissances impérialistes et aucun de ces individus formant le nouvel Exécutif n'est exempt de corruption.

Doit-on sauver le Conseil Présidentiel de Transition c'est-à-dire éviter son échec ? Si oui à qui profitera son sauvetage ? Avant de répondre à ces questions, il faut, évidemment, signaler que c'est aussi la préoccupation de la CARICOM et même de l'impérialisme américain, agissant tous les deux dans le souci de sauver leurs salauds de la classe politique discréditée. C'est dans cet esprit qu'il faut comprendre la prochaine visite en Haïti du Secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken pour transmettre les ordres de l'empire aux protagonistes de la crise qui sévit au sein de l'appareil d'Etat corrompu, une façon d'éviter son explosion.

En réalité, il n'y a aucune transition politique en Haïti. Tant cette conjoncture nourrit beaucoup plus de craintes que d'espoirs pour les masses défavorisées. Ce qu'on appelle transition a déjà fait fausse route, elle ne se dirige pas vers le renversement du système capitaliste pourri, corrompu, mais vers une succession continue d'imposture dans laquelle l'oligarchie dominante s'y retrouve tout en jouant un rôle-clé.

Elle repousse ainsi à un horizon encore plus loin l'espoir du peuple de pouvoir vivre dignement, de bénéficier de services de santé, d'éducation et d'une paix durable. Ce n'est pas un projet pour un changement des conditions de vie des masses qui est en cours mais une grande conspiration pouvant complètement les anéantir.

Ce peuple issu d'un passé historique, qui a déjà fait ses preuves en contribuant à ce que tout homme soit un homme quel que soit sa race ou son origine sociale, ne peut accepter cette condition de vie insupportable. Or, il ne peut rien attendre de ces faux projets de transition impérialiste ne visant à apporter aucune amélioration dans sa vie de tous les jours.

D'ailleurs, ce n'est nullement dans leur esprit et nous pouvons tous le constater, c'est une dégénération à outrance qui se produit et cela à tous les niveaux de la vie nationale.

L'impérialisme et ses laquais locaux ont habilement manœuvré pour conserver le statu quo. Ce n'est guère sans raison qu'aucune action d'envergure n'ait été réalisée durant les trois ans de l'ancien Premier ministre Ariel Henry et également les quatre mois du gouvernement dirigé par une alliance d'allégeance et de soumission de la classe politique à Washington de sorte qu'aucune amélioration significative ne soit effectuée.

Toutes les réformes de l'impérialisme vont dans un seul sens : celui de renforcer sa mainmise actuelle sur l'Etat haïtien. Une logique néocoloniale qui confine l'appareil d'Etat dans une logique telle qu'il est impossible d'assurer le bien-être de la population.

De la posture de dominée et la dépendance à outrance dans lesquelles cette transition est enfermée, rien ne sera favorable au peuple haïtien. Les transitions s'éternisent mais les masses opprimées ne tireront aucun bénéfice, tant que c'est l'impérialisme qui tire les ficelles et dicte les solutions.

Si vraiment il y avait une transition en Haïti, cela ferait longtemps que nous aurions vu ou ressenti ses effets dans le pays et sur la population. En définitive, rien n'est sûr pour les puissances capitalistes avec leur nouvelle stratégie de formule de présidence collégiale. Il suffit de voir l'engrenage dans lequel elles se trouvent juste pour former le Conseil Électoral Provisoire (CEP). Sa stratégie pour garder le contrôle du processus afin que le rapport de force ne penche jamais dans le camp du peuple pour éviter tout changement profond et considérable est depuis le début dans l'impasse.

Les chiens de garde du système se chamaillent entre eux afin d'attraper les meilleurs os. Tout cela est source d'inquiétudes, d'incertitudes au plus haut niveau à Washington, y compris dans les allées du pouvoir fantoche de Port-au-Prince. A qui profitera le sauvetage de la transition actuelle ? En tout cas pas au peuple haïtien, car toute sa lutte consiste à forger le tombeau de l'impérialisme en Haïti et ce, d'où qu'il vienne.

Blinken en Haïti : Une visite inquiétante !



Antony Blinken et Williams Ruto lors de l'embauchement du Kenya



Antony Blinken et l'ancien Premier ministre Ariel Henry que les Etats-Unis avaient imposé au peuple haïtien

Par Isabelle L. Papillon

Le secrétaire d'Etat Américain Antony Blinken est attendu en Haïti le jeudi 5 septembre 2024 pour mettre sans doute les points sur les i et les barres sur les t de ces poulains qu'il a placés à la tête du pays. Un pays où l'injustice, l'indignité, la fraude, la corruption, la bassesse et le vol des biens d'autrui ont les coudées franches, sans qu'on voie apparaitre quelque part d'alternatives valables et conséquentes pour nous aider à sortir de ce paysage désolant.



Antony Blinken et le nouveau Premier ministre Garry Conille que les Etats-Unis ont imposé au peuple haïtien

Blinken viendra pour mettre un peu d'ordre dans le calamiteux désordre que les esclaves domestiques en l'occurrence les leaders politiques au service de l'empire sont en train de semer dans le pays. C'est comme si nous sommes retournés à l'Etat de colonie, une colonie des Etats-Unis. Pour ses employés au sein de l'Exécutif tournant qui ont mis le pouvoir politique au service de leurs intérêts personnels, c'est une visite inquiétante.

Est-ce le rapport négatif du Groupe des éminentes personnalités (GEP) de la Caricom en Haïti qui l'a poussé à entreprendre ce voyage pour essayer de trouver une autre solution à imposer au poulailler politique haïtien dont il est le maitre à penser sinon le chef d'orchestre ?

Il est évident que le GEP semble lui a rapporté que franchement ses poulains sont dans une situation des plus inconfortables, pour ne pas dire détestable, voire même ignominieuse aussi bien moralement que politiquement. Outre de sordides querelles intestines, la corruption s'est mêlée de la partie et son équipe gouvernementale sombre dans le ridicule tandis que la situation politique confine désormais à l'absurdité la plus grotesque.

Blinken peut-il ressusciter cet Etat en agonie, proche de la mort ? Il faut lui donner ses grades à ce monsieur, puisque c'est lui qui a tout orchestré pour la mise en poste de ce réseau illégal appelé Conseil Présidentiel de Transition, également de ce Premier ministre importé. Nous ne pouvons non plus oublier toutes ses tractations pour embaucher le Kenya afin de mettre en place la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS). Dans l'ensemble, il est vraiment le nouveau patron haïtien pouvant même remplacer le très décrié Bill Clinton.

De toute façon, Blinken y rencontrera le président du Conseil présidentiel de transition, Edgard Leblanc Fils, et le Premier ministre, Garry Conille. Sans doute, comme l'avait fait le GPE, il ne va pas les rencontrer ensemble mais bien en réunion séparée pour mieux les jouer, ces imbéciles qu'il a placés au Timon de l'Etat haïtien. D'ailleurs ce n'est ni l'un ni l'autre, ni Leblanc, ni Conille qui viendrait lui suggérer le contraire, c'est-à-dire une réunion commune. D'autant que chacun a ses propres petits et mesquins secrets de valet impénitent à échanger avec le patron. Chacun se livrera à ses mensonges, puisque le mensonge ne cesse de s'étendre à la vitesse de l'éclair dans le pays. Par action ou par omissions, tous ces dirigeants sont des menteurs authentiques, patentés, certifiés, et plus on monte dans la hiérarchie, plus ils sont menteurs, plus ils maitrisent l'art fourbe du mensonge, ah ! ces fieffés disciples du système capitaliste.

A quoi faut-il s'attendre de cette visite d'un autre chef éminemment menteur, véhiculant des mensonges sur la Palestine, Cuba, le Nicaragua et le Venezuela ? Va-t-il catapulter Garry Conille sur le devant de la scène politique en le renforçant pour être l'unique chef d'orchestre et renvoyer ainsi chez eux les inutiles et encombrants conseillers présidentiels?

Quel que soit la résolution prise lors de cette visite de Blinken, les coupables resteront impunis. C'est le néant logique de l'impérialisme qui se perpétue : plus le pays s'effondre dans le chaos, plus on gaspille, plus on pille ses ressources ; après, on viendra nous raconter que les Etats-Unis sont en train de faire du bon travail pour aider Haïti à se développer et à progresser. Mon œil ! Ce même mensonge *made in USA* continue de faire son bonhomme de chemin et accompagnera assurément Blinken lors de son inquiétant passage en Haïti. Quel malheur !

Provocation des Etats-Unis contre le Venezuela !

Par Thomas Peralte

C'est avec la complicité du gouvernement de la République dominicaine que dirige le laquais des puissances capitalistes Luiz Abinader que les États-Unis ont pu accomplir leur sale forfaiture de provocation contre la République bolivarienne du Venezuela en confisquant illégalement en République dominicaine, un avion de la flotte gouvernementale vénézuélienne qui a été utilisé par le président Nicolás Maduro.

Il est clair que cet acte est fait à dessein contre la souveraineté d'un pays libre. Evidemment, c'est en représailles aux derniers résultats de l'élection présidentielle du 28 juillet 2024, lorsque le candidat américain Edmundo Gonzalez Urrutia fut jeté dans les poubelles de l'histoire alors que le candidat Nicolas Maduro avait été réélu président de la République bolivarienne du Venezuela pour la période constitutionnelle 2025-2031, ce qui a occasionné cette réaction.

Justement un porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche n'a t-il pas déclaré le lundi 2 septembre que *« M. Maduro et ses représentants ont falsifié les résultats de l'élection présidentielle du 28 juillet, ont faussement revendiqué la victoire et ont mené une répression à grande échelle pour se maintenir au pouvoir par la force »* pour ajouter ensuite que « cette saisie constituait une étape importante pour que *Maduro continue à subir les conséquences de sa mauvaise gouvernance »*.

La République Dominicaine est l'un des pays qui, comme les Etats-Unis, le Brésil et autres soumis des impérialistes, n'ont pas reconnu la victoire électorale du peuple vénézuélien sur la réaction et sa cheffe de file Maria Corina Machado.

En effet, le jet privé Dassault Falcon 900EX de la présidence vénézuélienne a été le lundi 2 septembre 2024 saisie en République Dominicaine par les Etats-Unis. Selon les raisons données : violations présumées de sanctions américaines.

Pour justifier leur mascarade, le ministre de la Justice américaine, Merrick Garland, dans un communiqué a indiqué que « Ce matin, le ministère de la Justice a saisi un avion que nous considérons comme ayant été acheté illégalement pour 13 millions de dollars par l›intermédiaire d›une société-écran et sorti clandestinement des États-Unis pour être utilisé par Nicolas *Maduro et sa clique »*

En août 2019, sous la présidence du républicain Donald Trump, l'exécutif américain avait publié un décret interdisant à toute personne aux Etats-Unis d'effectuer des transactions avec quiconque ayant *« directement ou indirectement agi pour le gouvernement du Venezuela ou en son nom »*, poursuit le ministère.

La République dominicaine pour se laver les mains sales dans cet acte de kidnapping d'avions, a par la filière du ministre des Affaires étrangères, Roberto Álvarez, tenté d'expliquer que « le ministère public avait reçu en mai une demande de coopération juridique internationale pour que le «modèle Dassault Falcon 900EX soit immobilisé ou kidnappé ». Il a ensuite souligné que *« l'avion se trouvait sur le territoire dominicain à des fins de maintenance. Ce qui est tout à fait normal, puisque dans le pays il existe des services de très bonne qualité pour ce type d'avions »*.

Álvarez a réaffirmé que ce sont les tribunaux « qui ont vérifié le bien-fondé de la demande de détournement de l'avion ». Il ajouta ensuite que *« Le ministère public jouit d'une autonomie et ce sont des questions sur lesquelles le gouvernement central n'a pas d'opinion. Nous, le Président et votre interlocuteur, avons pris connaissance de cette demande lorsque nous avons reçu la note formelle qui a été transmise au Ministère Public » Alvarez a également précisé que : « Le 22 mai, le ministère public a obtenu une décision judiciaire émise par un tribunal national compétent, qui a autorisé l'immobilisation de l'avion en question. Aujourd'hui, 2 septembre, une nouvelle décision de justice a été reçue autorisant la livraison de l'avion à l'État requérant, c'est-à-dire aux États-Unis.*

En cette circonstance la République Bolivarienne du Venezuela a émis le 2 septembre 2024 le communiqué suivant pour dénoncer cette pratique criminelle de l'impérialisme américain.

« La République bolivarienne du Venezuela dénonce, devant la communauté internationale, qu'une fois de plus, les autorités des États-Unis d'Amérique, dans une pratique criminelle répétée qui ne peut être qualifiée que de piraterie, ont illégalement confisqué un avion qui a été utilisé par le président de la République, se justifiant par les mesures coercitives qu'elles imposent unilatéralement et illégalement dans le monde entier.

Cette action démontre qu'aucun État ni aucun gouvernement constitutionnel n'est à l'abri d'actions illégales qui ne respectent pas le droit international. Les États-Unis ont déjà démontré qu'ils utilisent leur puissance économique et militaire pour intimider et faire pression sur des États comme la République dominicaine afin qu'ils se rendent complices de leurs actes criminels. Il s'agit d'un exemple du prétendu « ordre fondé sur des règles », qui, au mépris du droit international, cherche à établir la loi du plus fort, à créer des normes qui correspondent à ses intérêts et à les exécuter en toute impunité.

La République bolivarienne du Venezuela se réserve le droit d'engager toute action légale pour réparer ce dommage causé à la nation, ainsi que tous les autres dommages causés par la politique criminelle de mesures coercitives unilatérales. Le Venezuela prévient qu'il ne s'agit pas d'une action isolée. Au contraire, elle fait partie d'une escalade d'actions contre le gouvernement bolivarien du Venezuela, réélu par la volonté de la majorité du peuple vénézuélien le 28 juillet dernier, et qui, fidèle à sa tradition anti-impérialiste et anticolonialiste, ne se laissera pas imposer par une quelconque agression. Le Venezuela doit être respecté et continue de défendre fermement sa dignité et sa souveraineté. »

Cette nouvelle agression américaine marque le deuxième vol d'un avion vénézuélien au cours des deux dernières années. Rappelons qu'au mois de juin 2022, en collaboration avec le gouvernement argentin de Javier Milei, Washington a saisi un Boeing 747-300 appartenant à la filiale de Conviasa, la compagnie EMTRASUR Cargo. Transporté dans un aéroport de Floride, aux États-Unis, où la partie arrière de l'avion a été démontée et coupée en trois parties.

Le kidnapping de l'avion Dassault Falcon 900EX immatriculé T7-ESPERT a été emmené lundi de la République Dominicaine à la ville de Floride, aux Etats-Unis d'Amérique.



Nicolas Maduro, président légitime et constitutionnel de la République Bolivarienne du Venezuela



Le ministre des Affaires étrangères, de la République Dominicaine, Roberto Álvarez



Le ministre de la Justice américaine, Merrick Garland

Système démocratique néocolonial et néofasciste ?

Par Narciso Isa Condé

« La "démocratie" forte des États-Unis et de leurs laquais du 21e siècle est néocoloniale et majoritairement néofasciste. »

Les médias écrasants dans ce pays et à l'étranger, la soi-disant classe politique, les hiérarchies ecclésiales, les chefs militaires et policiers, les élites universitaires... insistent pour exalter le système en vigueur dans notre pays et dans d'autres néo-colonies, comme un bel exemple de démocratie.

D'emblée, le sujet nous renvoie à plusieurs questions :

Quelle démocratie ce XXIème siècle exige-t-il, après les expériences vécues aux XIXème et XXème siècles, et de quoi parle-t-elle ?

Le système politique, économique, social et culturel dominant en République dominicaine et dans d'autres pays recolonisés et contrôlé par les élites capitalistes et militaires peut-il être qualifié de démocratique ?

Quelle classe sociale dicte et contrôle ce qu'il faut faire dans ces pays ? Dans le cas dominicain, même une récente enquête manipulée sur la culture démocratique a dû reconnaître que la majorité des personnes interrogées perçoivent que des « secteurs puissants » règnent ici.

Quel type d'État existe-t-il et qui le contrôle et le manipule ? Quel genre prédomine dans l'exercice de tous les pouvoirs ? Lequel des phénotypes humains l'idéologie de la « race » impose-t-elle ?

Quelle génération dicte la politique ? Quelle est la relation entre militaires et civils ?

Le pays est-il libre, est-il véritablement indépendant, a-t-il la souveraineté, est-il autonome ?

Qui contrôle les partis et leurs candidatures ?

Ce sont des questions obligatoires dans de telles circonstances.

La subversion nécessaire.



Le racisme a de multiples expressions de pouvoir de discrimination et de subordination, exprimé avec cruauté contre les Dominicains pauvres et noirs, et contre la population haïtienne ou d'origine haïtienne.

Les réponses véridiques à ces questions nous amènent aux conclusions sur ce qui doit être renversé dans des situations comme celles-ci :

-Domine la bourgeoisie transnationale et la grande bourgeoisie locale qui lui est subordonnée. Il existe une dictature de la classe capitaliste et surtout de ses puissantes élites.

-Domine à ses côtés une haute bureau-techno-partiocratie qui contrôle les partis sur la base de l'argent du business et du narco-business et retourne l'État et le pouvoir du capital contre la société.

-Le pouvoir a été masculinisé. Il existe une dictature sexiste en matière de genre ; dans la famille, dans les partis, dans l'État.

-Le racisme a de multiples expressions de pouvoir de discrimination et de subordination, exprimé avec cruauté contre les Dominicains pauvres et noirs, et contre la population haïtienne ou d'origine haïtienne.

-Les adultes masculins sont le centre de la société (adult-centrisme), donnant naissance à une sorte de dictature des générations mûres contre la jeunesse et l'enfance.

-Le pays est sous la dictature des États-Unis et de leurs alliés subordonnés.

Pour cette raison, dans notre cas, des choses aussi graves se produisent que la tutelle financière récurrente du FMI et de la BM, les traités militaires avec les États-Unis, les interventions militaires récurrentes du Commandement Sud, de l'USAID, de la CIA, de la DEA, du FBI, du MAAG ; les contrats miniers avec Barrick Gold, FALCONDO (nickel)... et d'innombrables concessions d'exploration qui menacent la vie de nos peuples, leurs sources d'eau et la vie. Celui lié à l'exploration des terres rares accordé à l'armée américaine se démarque.

-Le pouvoir militaro-policier s'est gangstérisé et viole les droits civiques.

-La soi-disant « séparation des pouvoirs » de la soi-disant « démocratie libérale-représentative » que les factions dominantes proclament est une pure fiction.

-De la dictature bipartite nous sommes revenus à la dictature constitutionnelle sous le contrôle du parti dominant. Et même la « démocratie électorale » a disparu !

-LA TRANSPARENCE est une fiction, alors que la haute hiérarchie gouvernementale signe un pacte éthico-moral avec un président qui refuse d'expliquer ses liens et ceux de son parti avec la famille de la drogue López Pilarte, avec le patron Miguel Gutiérrez et avec les mafias néo-fascistes de Guaidó, María Corina, Edmundo González, Macri, Bolsonaro, Lazo, Piñera, Noboa et Milei.

-Les dirigeants qui contrôlent le système l'administrent pour détruire de manière despotique la Terre Mère, s'appropriant ses richesses et attaquant l'existence des générations présentes et futures, commettant un écologicide après l'autre.

-En bref, une « démocratie » forte pour les États-Unis et leurs laquais du 21e siècle est néocoloniale et majoritairement néofasciste.

La démocratie pour ce siècle

Tout cela s'est précisément produit lorsque nous assistons à l'évolution du capitalisme pour le pire et à l'effondrement d'une transition vers un socialisme qui n'est pas devenu le socialisme (en raison du déni de la démocratie et de l'étatisme bureaucratique), et lorsque la nécessité d'une démocratie participative et globale émerge.

Démocratie économique.

Social-démocratie.

Démocratie culturelle et multiethnique.

Démocratie de genre.

Démocratie écologique.

Pays indépendant allié à tous ceux qui accèdent à la souveraineté et parient sur une patrie latino-caribéenne libérée et sur un monde juste, diversifié, multipolaire et solidaire. Nation et peuple souverains vers un nouveau socialisme : participatif et imprégné de libertés et de bien-être collectif.

C'est le grand défi du XXIe siècle. Le grand défi pour nous et pour tous les peuples opprimés.

Et à ceux qui ne se lassent pas de mentir, vantant « la grande démocratie » du Nord troublé et brutal, il faut dire :

.Que le pouvoir imposé depuis le complexe militaro-industriel-financier-informatique et médiatique N'EST PAS LA DÉMOCRATIE.

· Cette ploutocratie ou le pouvoir de l'argent, plus sa TERREUR-CRATIE, n'est pas la DÉMOCRATIE.

Le système antidémocratique en République Dominicaine et dans les pays néocoloniaux est une somme de despotismes internes et externes, qui doivent être démantelés par la décolonisation, pour créer une démocratie globale.

Aporrea News
03 Septembre 2024

Katriyèm konsèy gouvènman tranzisyon an



Reyinyon katriyèm Konsèy Gouvènman an

Jodi madi 3 septanm 2024 la, Premye Minis Garry Conille te prezide nan rezidans ofisyèl li nan Miso, katriyèm Konsèy Gouvènman an kote yo te diskite sou plizyè pwoblèm enpòtan nan pwosesis swadizan tranzisyon an.

Pami prensipal sijè yo te diskite, se te sekirite nasyonal, yon pwoblèm ki boule nan kontèks aktyèl la. Chèf gouvènman an ensiste sou nesesite pou chak minis travay annamoni pou asire bonjan jesyon tranzisyon an.

Selon Premye Minis Garry Conille, *« nominasyon ki fèt sou motivasyon politik yo ale alankont akò 3 avril 2024 la ak plan wout tranzisyon an. Aksyon sa yo menase estabilite pwosesis la »* Sa sa vle di Premye minis ? Eske w ta vle fè konnen okenn minis pa ta dwe anplwaye okenn moun nan administrasyon leta ankò ?

Se nan kontèks sa a pou n konprann dezisyon ki te pran nan Primati a, semèn pase a kote Premye Minis la te pibliye yon nòt pou laprès. Nòt sa a te raple tout minis yo entèdiksyon pou yo anboche moun nan administrasyon piblik la san otorizasyon li. Gouvènman an pap valide anplwaye sa yo, li te endike. Kreyòl pale, Kreyòl konprann : *« Nenpòt chanjman pozisyon oswa nenpòt ranplasman nan enstitisyon piblik yo, soti nan nivo Direktè a, pou yo valab, dwe konfòme ak kondisyon regilasyon yo detèmine nan domèn sa a epi jwenn apwobasyon davans Premye Minis la »*

Se nan sans sa a, chanjman ki sot fèt swa nan nivo Ministè Sante Piblik kote yo direktè lasante nan Depatman Nip pat kapab enstale paske li ilegam oubyen swa nan Ministè Travo Piblik, tout anplwa sa yo konsidere yo nil san avni, sètadi yo pa bon, nou tande mezanmi ! Anpil minis boude, paske yo pa kab mete ti boubout yo nan yon djob, jan sa te konn fèt anvan.

Alfabè Gran Nèg

GNA Gran Nèg Abolotcho
GNB Gran Nèg Bandi
CNCH Gran Nèg Chen
GND Gran Nèg Dilè
GNE Gran Nèg Engra
GNF Gran Nèg Fatra
GNG Gran Nèg Grapyay
GNH Gran Nèg Hayisab
GHI Gran Nèg Initil
GNJ Gran Nèg Jòkma
GNK Gran Nèg Kokorat
GNL Gran Nèg Lobèy
GNM Gran Nèg Malpwòpte
GNN Gran Nèg Nanpwen
GNO Gran Nèg Opòtinis
GNP Gran Nèg Poupou
GNR Gran Nèg Repiyans
GNS Gran Nèg Salopri
GNT Gran Nèg Tenten
GNV Gran Nèg Volè
GNW Gran Nèg Wayayay
GNY Gran Nèg Yabodi
GNZ Gran Nèg Zagoloray

J. Fatal Piard

Tande yon blag!



Polisye kenya yo an Ayiti

Se pèyman polisye Kenya yo ki nan Misyon Sipò pou Sekirite Miltinasyonal (MMSS) ki anreta ak mank ekipman ki antrave kapasite yo pou yo konfwonte gang yo. Se sa Reuters di kat ofisye Kenya fè yo konnen.

Cuba et Haïti, exemple de coopération Sud-Sud



La présence cubaine en Haïti est aujourd'hui l'expression la plus palpable des liens historiques, culturels et amicaux entre les deux nations et de la coopération Sud-Sud.



Des collaborateurs cubains de la Santé en Haïti



Au centre, le Dr Efren Acosta Damas, qui commande désormais la mission médicale cubaine en Haïti.

Par Joel Michel Varona

Le 22 février 2022, le président de Cuba, Miguel Díaz-Canel, lors de la Conférence internationale pour le financement de la reconstruction de la péninsule sud d'Haïti, a exprimé : « *Il faut parler durement de la réalité haïtienne et de la responsabilité qu'elle a avec sa transformation définitive, l'ensemble de la communauté internationale.*

Elle accumule déjà une énorme dette envers son noble peuple qui mérite et a besoin de notre respect et de notre soutien », a souligné le Chef de l'Etat.

Nous avons tous l'obligation morale d'apporter une coopération substantielle et désintéressée à Haïti, non seulement pour la reconstruction de certaines régions, mais aussi pour promouvoir de manière globale le développement durable de l'ensemble du pays, a-t-il précisé.

Cuba jouit d'une autorité morale pour avoir partagé avec sa nation sœur de grandes souffrances et des efforts formidables au fil des siècles.

Au cours de sa première décennie, la Révolution cubaine a décrété la reconnaissance de la sécurité sociale pour les travailleurs haïtiens, semi-esclaves de l'époque pré-révolutionnaire. C'était le paiement d'une dette historique et la défense d'un principe qui serait à jamais la solidarité inconditionnelle avec Haïti à tous les niveaux.

Cette fraternité a atteint des niveaux plus élevés dans certaines situations, comme l'épidémie de choléra et les tremblements de terre de 2010 et 2021, lorsque les spécialistes cubains ont montré au monde la profondeur de leur engagement et de leur consécration dans le soin de la population haïtienne, a déclaré le dignitaire.

Mais contrairement au reste de l'aide internationale, les professionnels cubains ne sont pas arrivés après la catastrophe, ils travaillaient et coopéraient là-bas depuis plus d'une décennie, a-t-il souligné.

En 1998 - a rappelé Díaz-Canel - une brigade médicale, des médicaments et tout le nécessaire a été envoyé pour aider la population touchée par les ouragans Georges et Mitch.

Puis des centaines de jeunes Haïtiens sont arrivés à l'École caribéenne de la province orientale de Santiago de Cuba, qui est une extension de l'École latino-américaine de médecine de La Havane.

Nous ne citons pas ces données pour nous vanter de notre coopération. Rien ne pourrait être plus éloigné de la prédication de Martí et de l'idée d'internationalisme et de solidarité de Fidel Castro. Seulement - a précisé Díaz-Canel - nous voulons exprimer notre conscience des graves problèmes qui affligent notre sœur Haïti.

Le dirigeant cubain a rappelé les paroles du leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro, lorsqu'il a déclaré : « *Haïti n'a pas besoin de soldats, elle n'a pas besoin d'invasions de soldats ; Ce dont Haïti a besoin, ce sont des invasions de médecins, ce dont Haïti a besoin en plus, ce sont des invasions de millions de dollars pour son développement.* »

Contribuer au développement haïtien

Lors de la cérémonie d'adieu des étudiants, tenue récemment au siège du Ministère de la Santé et de la Population situé à Port-au-Prince, le premier secrétaire de l'ambassade de Cuba en Haïti, Joel Concepción, a exprimé : « *Les jeunes qui bientôt étude sur notre île. Ils seront privilégiés de poursuivre cette coopération de longue date entre les deux pays.* »

Ils auront l'occasion de partager avec des étudiants de la plus grande des Antilles et d'autres nationalités, pour la plupart des pays sous-développés, a déclaré le diplomate, qui les a invités à profiter de ce temps pour qu'une fois diplômés, ils puissent contribuer au développement du pays, « *parce qu'Haïti a plus que jamais besoin de vous* ».

À ce jour, près de sept mille agents de santé cubains ont rempli leur mission ici, réalisant près de 40 millions de consultations et sauvant près d'un demi-million de vies.

Plus de 1.300 médecins, techniciens et autres spécialistes de la santé haïtiens ont été formés à Cuba, a souligné Concepción, qui a ajouté que Cuba collaborait également à des projets dans les domaines de l'éducation, du sport, de l'agriculture, de la pêche, de la construction, des ressources en eau et de l'environnement.

La présence cubaine en Haïti est aujourd'hui l'expression la plus palpable des liens historiques, culturels et amicaux entre les deux nations et de la coopération Sud-Sud.

Dans des déclarations à Prensa Latina, le chef de la Brigade médicale cubaine en Haïti, Efrén Acosta, a déclaré que 34 403 consultations ont été réalisées au mois de mai de cette année. Le plan de travail prévoyait d'en offrir 27 976, mais les médecins cubains ont réussi à dépasser le calendrier de 123 pour cent.

Il a rappelé qu'en 2023, 44.585 consultations étaient prévues en mai, et 49.295 ont été réalisées pour un taux de conformité de 111%.

Acosta a souligné qu'en mai, plus de 4.700 interventions chirurgicales ont été réalisées gratuitement. Au cours du cinquième mois de 2024, 4.711 procédures de ce type ont été réalisées, dont 1.018 majeures et 3.693 mineures.

Il a souligné que 3,6 interventions chirurgicales mineures ont été réalisées pour chaque intervention majeure.

Acosta a précisé que le chiffre de 43.680 opérations est fixé pour 2024. Jusqu'en mai, 18 131 interventions devaient être réalisées, et 22 528 ont été réalisées. En ce qui concerne les interventions chirurgicales majeures, 119,7 pour cent ont été réalisées et 143,7 pour cent pour les interventions chirurgicales mineures.

Les médecins cubains en Haïti ont pratiqué, entre autres opérations, des hystérectomies, des césariennes, des herniorraphies inguinales, des appendicectomies, des grossesses extra-utérines et des hydrocèles, ainsi que des interventions chirurgicales d'urgence.

Prensa Latina 30 Août 2024

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Des policiers kenyans et haïtiens au siège de la Police Nationale d'Haïti à Port-au-Prince

Par Catherine Charlemagne

(20e partie)

De la date de la demande, le 9 octobre 2022, à cette date fatidique du 25 juin 2024, le jour du débarquement, comme il a été démontré tout au long de cette chronique, beaucoup d'eau ont coulé sous les ponts et de nombreux évènements ont été enregistrés dans le pays avec le plus significatif: la chute surréaliste du Premier ministre de Transition, Ariel Henry, suite au soulèvement armé du 29 février 2024 de la coalition des gangs *« Vivre Ensemble »* dirigé par l'ancien policier Jimmy Chérizier alias Barbecue. Signalons qu'entre-temps, le ministère de l'Économie et des Finances dirigé alors par Michel Patrick Boisvert a publié, à la fin du mois de juin 2024, un avis de liquidation de la pension de retraite concernant l'ancien chef du gouvernement intérimaire. On apprend, en effet, dans le journal officiel *Le Moniteur* datant du jeudi 27 juin 2024, que « *Le ministère, sur recommandation favorable de la Direction de la Pension civile en date du 31 mai 2024, a approuvé une allocation mensuelle de 150 000 gourdes pour M. Ariel Henry.*

Cette allocation reflète un droit auquel l'ancien Premier ministre peut prétendre et elle est effective à partir de la date de publication de l'avis. » Terminons enfin ce récit avec les premiers pas de ces kenyans sur le sol d'Haïti qui, à cause de la dangerosité du terrain, ne sont pas autorisés à quitter leur base en dehors des heures de travail. Presque trois mois, en effet, après l'arrivée des premiers contingents, rien ne semble se passer comme les dirigeants l'auraient espéré. Et pour cause. Les policiers ou militaires kenyans tournent en rond dans leurs casernes tout au moins dans certains quartiers de la capitale sous la protection de nos pauvres policiers haïtiens dont ils sont censés venir renforcer les actions. Comme disait un responsable étranger d'une organisation humanitaire internationale évoluant en Haïti, c'est le monde à l'envers. En fait, pour comprendre la déception de certains citoyens haïtiens et d'une grande partie des ONGs (Organisation Non Gouvernementale) en Haïti sur le peu de résultat obtenu ou observé de la part de cette mission internationale en un peu plus de deux mois, il faut chercher la faute chez les autorités haïtiennes qui ont souhaité cette présence étrangère et la Communauté internationale, notamment les Américains qui ont tout pris à leur compte, c'est-à-dire, tout le déroulé de cette opération militaire du début à la fin.

Pire que la MINUSTAH, la MMAS est arrivée dans le pays sans aucune ligne directive, sans mission définie. Juste quelques vagues idées selon lesquelles des militaires kenyans et des militaires d'une foultitude d'autres Etats devaient venir soutenir les forces de l'ordre locales à combattre les gangs. Visiblement sans plan, ni méthodologie, ni agenda pour vraiment affronter les gangs qui ont déjà une bonne longueur d'avance dans la maitrise du territoire, en tout cas, les lieux qu'ils contrôlent, les kenyans peinent à faire face. Surtout, comme il a été dit plus haut, ils dépendent du soutien physique des policiers haïtiens pour entreprendre quoi que ce soit. D'ailleurs, lors de leur première tentative de sortie de leur base de Clercine au début du mois de juillet pour faire connaissance avec les rues de la capitale, au moins deux d'entre eux ont été blessés dans une brève altercation armée avec un noyau de bandits au bas du Centre-ville.

Ils ont été vite expédiés en République dominicaine pour se faire soigner. Un geste qui a encouragé le Commandant en chef de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti, Godfrey Otunge, à rendre une visite de courtoisie à l'ambassadeur de la République dominicaine en Haïti, Farouk Miguel Castillo, le mardi 6 août 2024 en guise de remerciement. Le Kenyan n'a cessé d'exprimer sa gratitude envers les autorités dominicaines pour leur appui quasiment sans limite aux forces militaires de la mission internationale. Pour sa part, le diplomate dominicain avait réitéré le soutien du gouvernement de son pays à la Mission et se disait disposer à aider Godfrey Otunge dans sa difficile mission à Port-au-Prince.

Par ailleurs, le mercredi 7 août 2024, ce fut le tour du Secrétaire général Adjoint du Département de la sureté et de la sécurité de l'ONU (UNDSS), Gilles Michaud et Maria Isabel Salvador, cheffe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH) et Représentante en Haïti du Secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres, de se rendre à la base la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti pour rendre visite au Commandant en chef de la MMAS, Godfrey Otunge. Etonnamment, selon les informations fournies par les deux parties, cette visite avait pour but de s'enquérir du *« niveau de préparation de la mission »*. Curieux, en effet, qu'il fallait près de trois mois après le début du déploiement pour que l'ONU chercherait à connaître à quel niveau de préparation se trouve la mission, alors même que des hommes et des femmes des troupes sont déjà à pied d'œuvre sur le terrain. Drôle de mission dirait l'autre !

Ceci démontre aussi à quel point personne ne prend aux sérieux cette mission de soutien qui se disait internationale en vue de secourir le peuple haïtien face à des bandits ne reculant devant rien ni devant aucune force pour terroriser tout un pays et les habitants de la région métropolitaine de Port-au-Prince notamment. C'est aussi un exemple supplémentaire démontrant que les Etats-Unis, la France et le Canada, les vraies parties prenantes de ladite mission n'en ont cure des dirigeants haïtiens faisant preuve d'irresponsabilité dans ce qui devrait être leur devoir de protéger la vie et les biens de la population face au danger et à l'insécurité qu'imposent les groupes armés. Pendant que l'ONU et les Américains en particulier cherchent à savoir si le niveau de préparation de la mission était satisfaisant ou pas, les gangs eux ne chôment point.

C'est tout le contraire d'ailleurs, dans la mesure où ils profitent de l'incapacité des dirigeants haïtiens, de l'indécision de la Communauté internationale et du cynisme tout particulier de Washington pour accroitre leur territoire. Comme en attestent les faits d'arme du gang 400 Mawozo sur la frontière haïtiano-dominicaine du côté de Fonds-Parisien et de Fond-Verette où ces bandits s'emparent sans coup férir du Commissariat de police de ces localités situées à seulement quelques kilomètres de la République dominicaine et non loin de la Commune de la Croix-des-Bouquets. Ce même 7 août 2024, soit plus de deux mois après la présence des militaires kenyans dans ce département de l'Ouest, les gangs ont multiplié leurs exploits militaires, d'autres écrivaient leurs prises de guerre, tant ils sont sans limite.

Ce jour-là, au nord de la capitale, dans la localité dénommée Bercy, à un jet de pierre de la ville de l'Arcahaie, berceau du Congrès qui a donné naissance au drapeau bicolore haïtien, tout le monde pouvait admirer, si on ose le dire, tranquillement sur les réseaux sociaux, comment des bandits s'adonnaient à la pratique du 7e art, c'est-à-dire, en train de filmer leurs forfaits. Pourtant, le Premier ministre Garry Conille avait reconduit, quelques jours auparavant, ce que les autorités appellent *« l'État d'urgence sécuritaire»* dans le département de l'Ouest et une partie du département de l'Artibonite afin de donner carte blanche aux forces de l'ordre haïtiennes et bien entendu à la force multinationale pour combattre les gangs qui, selon Garry Conille sur la chaîne de télévision britannique *BBC World,* sont au nombre de *« 200 »*, un décompte dont on ignore d'où viennent les sources du chef du gouvernement de la Transition.

Plus de deux mois après le débarquement, le même Garry Conille reconnaît, lors de son interview avec la *BBC*, que *« c'est 80 à 85 % de la capitale qui sont contrôlés par les gangs »* en clair, beaucoup plus qu'avant l'arrivée du premier contingent kenyan. Le problème, il semblerait que malgré tous les tapages que faisaient les autorités haïtiennes et leurs homologues américains, canadiens et kenyans autour de cette mission soutenue par les Nations-Unies avec la Résolution 2699, les équipements militaires nécessaires pour équiper les policiers haïtiens surtout les troupes kenyanes n'ont jamais été suffisants, pire, beaucoup ne sont toujours pas arrivés en Haïti à l'inverse des tonnes d'armes et de munitions beaucoup plus sophistiquées et de toute qualité qui se déversent quasi-quotidiennement à Kiev, en Ukraine pour soutenir l'effort de guerre de ce pays face à la Russie. Finalement, le quotidien haïtien *Le Nouvelliste,* citant une source anonyme, laissait entendre que des « *équipements, des armes, des munitions, des blindés sont en route pour la PNH, les FAD'H et la MMAS. Oui, c'est le cas, il y a des commandes d'équipements létaux pour la PNH et les FAD'H. Les commandes effectuées par l'Etat prennent beaucoup de temps à arriver. Il y a des tracasseries administratives, beaucoup de restrictions. Par rapport à ce problème, il y a eu des appels pour faire bouger les lignes. Cependant, l'augmentation drastique des équipements ne changera pas les choses du jour au lendemain. Il y a la question des hommes, du renseignement, la nécessité d'approcher le problème de manière holistique* » *Le Nouvelliste* du 7 août 2024.

Cette lenteur pour l'arrivée des armes et d'autres équipements pour la mission en Haïti devient tellement critique et préoccupante que la Communauté des États de la Caraïbe (CARICOM) qui travaille en sous-traitance pour les Etats-Unis depuis le début sur ce dossier a dû intervenir le 13 août 2024 à travers son Groupe des Personnalités Éminentes qui était en mission dans la capitale haïtienne suite à divers scandales dont des accusations de corruption concernant, Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire et Louis Gérard Gilles, trois membres du Conseil Présidentiel de Transition (CPT). En effet, lors de la visite de cette délégation composée de neuf personnalités de la CARICOM dirigée par l'ancien Premier ministre de Sainte-Lucie et Coordonnateur du Groupe des Éminentes Personnalités, Kenny Anthony et de Bruce Golding ex-Premier ministre de la Jamaïque, il y eut le mardi 13 août 2024 une table- ronde à l'hôtel Montana avec le Commandant de la MMAS en Haïti, Godfrey Otunge, Inspecteur général adjoint de la police du Kenya.

L'ordre du jour de la rencontre est aussi surprenant qu'inquiétant pour la population qui attend des résultats palpables de la part des kenyans. Il s'intitulait « *Comprendre comment la Mission dirigée par le Kenya a pris son envol et fait face à des défis et problèmes de démarrage qui devraient être résolus pour permettre aux autres pays contributeurs d'envoyer leur personnel en Haïti pour la Mission* ». A l'issue de ladite table-ronde, les deux parties se sont engagées à tout faire pour que la Mission réussisse.

Les membres de la délégation de la CARICOM, selon un communiqué émis le jour même, disaient « *Apprécier les démarches et les mesures prises par la Mission pour travailler en tandem avec la Police Nationale d'Haïti (PNH), pour récupérer certaines des infrastructures critiques et ont promis de catalyser le déploiement d'autres pays contributeurs, en particulier ceux de la CARICOM. La CARICOM regrette la lenteur de la livraison par les américains des équipements et des véhicules essentiels.* » Quant au chef de la Mission, Godfrey Otunge, celui-ci a « *Remercié la délégation pour cette réunion opportune et a informé de l'état d'avancement du déploiement de la Mission. Soulignant la logique derrière la création de bases d'opérations avancées (FOB) et la nécessité de disposer d'hélicoptères pour la Mission.* »

Signalons que les autres membres de la délégation du Groupe des Éminentes Personnalités de la CARICOM étaient : l'Ambassadeur Colin Granderson (Conseiller spécial pour Haïti auprès du Secrétaire général de la CARICOM), l'Ambassadrice Jerusa Ali des Bahamas, Mme Elizabeth Solomon, Secrétaire générale adjointe (relations étrangères et communautaires, Secrétariat de la CARICOM), Mme Anna Lisa Jones-Reis, Responsable des relations étrangères et communautaires, Secrétariat de la CARICOM et le capitaine Chapell Whyms, Ministère des Affaires Étrangères. Le 16 août 2024, Godfrey Otunge qui passe davantage de temps à recevoir des diplomates et officiels étrangers de passage à Port-au-Prince, faute d'avoir une mission claire sur le terrain en Haïti pour ses hommes, a reçu dans son bureau l'ambassadrice des Bahamas Jerusa Ali en visite auprès des dirigeants haïtiens. Elle était accompagnée du Chargé d'affaires de l'ambassade des Bahamas à Port-au-Prince, le Commandant Julain Smith, lors de sa rencontre avec le chef de la Mission.

L'ambassadrice a visité plusieurs locaux au sein de la base de la Mission dont un hôpital, une usine de traitement et de recyclage d'eau, etc. D'autre part, un autre militaire, le capitaine Brown, celui qui a mis en œuvre le concept d'opération militaire de la Mission et qui accompagnait madame Jerusa Ali en Haïti, devait indiquer que *« Les Bahamas sont un partenaire essentiel de la Mission en assurant la sécurité maritime. Le Gouvernement bahaméen cherche à conclure des accords bilatéraux avec Haïti afin d'obtenir une base juridique solide pour son déploiement »*. Dans la foulée, la France annonçait qu'elle a versé plus de 800,000 euros à l'OIF (Organisation Internationale de la francophonie).

Cet argent devait servir à l'apprentissage du français et du créole aux différents contingents militaires étrangers qui rejoindront la Mission en Haïti. L'organisme francophone devrait s'assurer que les policiers kenyans en premier lieu aient une parfaite maitrise de la langue de Molière pour mieux communiquer avec la population en dehors du créole, la langue parlée par cent pour cent de la population. Le mardi 27 août 2024, le Premier ministre de la Transition, Garry Conille, était sur les barricades dans le cadre de l'*« État d'urgence sécuritaire »* qui, selon son propre constat, n'a point donné le résultat escompté malgré le renforcement et le soutien aux forces de l'ordre avec la présence des centaines de militaires kenyans dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

« Le Premier ministre, Dr Garry Conille, est au Centre des opérations de la Police nationale, tôt ce mardi, pour superviser les interventions menées dans plusieurs points de la capitale dans le cadre de l'État d'urgence sécuritaire. Le chef du gouvernement est accompagné du ministre de la Justice, du directeur général de la Police nationale, du général en chef des Forces Armées d'Haïti (FAD'H) et du commandant de la Mission

suite à la page(16)



Les policiers ou militaires kenyans tournent en rond dans leurs casernes tout au moins dans certains quartiers de la capitale sous la protection des policiers haïtiens dont ils sont censés venir renforcer les actions.

The Haitian State is Using Both Military and Economic Repression Against Haiti's Impoverished, Rebelling Masses



A Haitian merchant shows her wares. Despite a stable gourde to dollar rate, food prices in Haiti have skyrocketed, translating to a form of economic repression against the people.

by Henriot Dorcent and Kim Ives

The Haitian State is repressing Haiti's masses by importing foreign military occupation troops, called the Multinational Security Support Mission (MSS), to reinforce the Haitian National Police (PNH), the traditional counterinsurgency force deployed by the international and local ruling classes.

The State is also looking to bolster the Armed Forces of Haiti (FAdH), which has historically been the ruling classes' principal hammer to keep the masses down. Although disbanded in 1995, the force was relaunched in 2017.

But the puppet government of de facto Prime Minister Garry Conille and the nine-member Transitional Presidential Council (CPT) are also using what could be called economic or financial repression.

The MSS has not been going well. It is plagued by low morale and shortages and delays in the delivery equipment and ammunition as well as the deployment of forces. Blessed by the UN Security Council (with Russia and China abstaining) on Oct. 2, 2023, its first 200 Kenyan troops could not deploy in Haiti until Jun. 25, 2024. Another 200 Kenyans arrived on Jul. 16, three weeks later, bringing the MSS current force strength to a mere 400 Kenyans, who have spent most of their time in their U.S.-built base. The MSS is supposed to be made up of 2,500 soldiers from 10 nations.

The main problem is money. "While the United States has contributed $369 million in money, equipment and services, a UN fund [for the MSS] only has about $68 million, leaving it over $150 million short of the estimated $589 million needed for the first year's operations," Reuters reports.

Too make matters worse, those 400 deployed Kenyans are discouraged by bait-and-switch salary tactics. "For those already in Haiti, uncertainty around pay has weighed on morale," Reuters explained. "The officers were told in Kenya that they would receive monthly bonuses of around $1,500, several times their regular salaries, two officers said, adding they never signed contracts and were not told when they would be paid... [On Sep. 2], some officers had received [bonuses] while others had not, three officers said. But they said they were given no explanation for how their pay was calculated, with some only receiving about $750."

"It is very demoralizing," a senior officer told Reuters.

Rank-and-file soldiers were already disgruntled about their much lower pay, *Haïti Liberté* reported in July.

Meanwhile, PNH cops are still being sent out with hardly any ammunition, a trusted source says. Some six million rounds of 9mm, .762, and .556 ammo bound for Haiti have been sitting since last year on palettes at AmeriJet's hangar in Miami, all due to corruption and incompetence in both the PNH bureaucracy and that of the U.S. Embassy's Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL) unit.

Faced with these problems in both the MSS and PNH, the Conille government aims to beef up the FAdH. According to the National Defense Ministry's website, some 4,981 signed up to take the "intellectual exams" on Sep. 1 to become soldiers in the force which now numbers between only 1,500 to 2,000.

"Thousands of young Haitians are jumping at the chance to become soldiers as widespread gang violence creates a rare job opportunity in a deeply impoverished country where work is scarce," the Associated Press reported this week.

Ironically, the need for military repression is being fueled by the Haitian government's just unveiled austerity budget, an expression of economic repression.

According to economist Simone Wapler, financial repression is "an arsenal of measures that allow States to reduce the cost of their debts by manipulating the markets and their citizens." In Haiti, the anti-national State has taken a whole series of economic measures to maintain the proletarian masses in living conditions that border on slavery.

These include: setting interest rates at almost zero to lend money to bankers, financiers, and other business sector groups; paying remittances from Haitians living abroad in the local currency, the gourde; increasing the value added tax (VAT); and promoting the increase in the prices of basic necessities.

Indeed, according to the Haitian Institute of Statistics and Information's (IHSI) latest report in July 2024, the general consumer price index (CPI) has maintained its inflationary progression from 317.9 in July 2023 to 413.3 in July 2024, an annual increase of 30%.

No public investment to improve the living conditions of Haiti's impoverished masses is planned in the 2023-2024 "rectified" budget published last week in *Le Moniteur*. It only contained the same old tricks which promote corruption, cost overruns, and the embezzlement of public funds through bogus programs which will not lift the national economy by increasing state tax revenues or national production. The construction of new irrigation systems should have been the priority, since such labor-intensive works create economic benefits like increased tax revenues while facilitating the revival of national food production, which would address the dire food insecurity crisis faced by nearly half a million Haitians.

Instead, the Haitian State has chosen to hand out cash willy-nilly to random categories of people.

On what criteria will the Haiti's State choose the beneficiaries of the cash transfer to more than 25,000 households in Haiti's ten geographical departments, or 2,500 households on average per department? On what criteria will the government choose the 35,000 assembly factory employees for financial support? On what criteria will it grant a targeted subsidy to 25,000 public transport operators? How will the State proceed with giving money to more than 280,000 parents of schoolchildren in national schools in seven of Haiti's geographical departments, i.e. 40,000 parents on average per department?

On the basis of what criteria and how will the public treasury distribute 61,230 "solidarity baskets" to vulnerable households through the Ministry of Agriculture, Natural Resources and Rural Development, in addition to installing 400 "community restaurants" throughout the country?

Donations from the Food Shock Window (FSW) program of the International Monetary Fund (IMF) will be squandered like the millions of dollars for reconstruction after the Jan. 12, 2010 earthquake and the development funds borrowed from oil sales under the the PetroCaribe program. The masses' impoverishment will grow without a revolutionary government's program of real economic and social development that would transform today's economic system into a socialist economy, based on the formula: "From each according to his abilities, to each according to his needs."

The annual inflation rate of 30% constitutes a crime against Haiti's masses, a form of economic repression, coupled with tax repression where the masses pay more taxes than the more privileged layers of Haitian society, where the private sector benefits from all tax and commercial advantages in addition to their practice of tax evasion (smuggling) and corruption (overcharging), while the Catholic Church is subsidized by the State.

The prices of food products and non-alcoholic beverages increased by 42.3% over the period from July 2023 to July 2024; clothing and footwear items shot up 22.2%; housing, water, gas, electricity, and other fuels increased by 18.7%.

The economic repression is deepened when the two cellphone monopolies, Digicel and Natcom, without improving their technical service, have increased the price of communication in Haiti by 42.2% in one year.

Meanwhile, importers, in complete freedom and without worry, despite the stability of the gourde against the U.S. dollar, increased the price of rice by 55.9%, corn by 48.7%, millet by 50.1%, meat by 41.7%, fresh fish by 44.3%, herring by 41.6%, edible oil by 44%, lemons by 90.7%, bananas by 44.2%, fabrics by 23.1%, dresses by 24.2%, tights by 24.5%, suits and universal jackets by 23.6%, housing rent by 18.9%, charcoal by 27.5%, propane gas by 24.2%, meals consumed outside by 30.5%. All this inflation in a country where unemployment is raging and formally affects 16% of the active population in Haiti.

Even the prices of local products have increased by 29.7% to reinforce the economic repression on the Haitian masses.

The least affected regions in Haiti, according to the IHSI, were the departments of the Center and Artibonite with an increase of 28.5%, and the "Great North" (the North, Northeast, and Northwest departments) with an inflationary increase of 28.1%.

Since founding father Jean-Jacques Dessalines' assassination on Oct. 17, 1806, this is the somber scenario that Haitians have endured: political repression and exclusion of the masses, economic repression for the benefit of local importers and their foreign masters, commercial repression made of economic and commercial monopolies, tax repression where the masses pay the largest share of the national tax base, financial repression where the popular masses pay the highest interest rate on borrowing and earn the lowest interest rate on savings.

Haitian progressives, let us unite to carry out a national liberation struggle for Haiti.



Kenyan police being greeted in Haiti by de facto Prime Minister Garry Conille. They arrived almost nine months after the UN Security Council blessed their mission, presaging the delays and shortages they continue to have.



Inflation in July was rising at a 30% annual rate, an increase over the 28.9% annual rate in June.



Soldiers of the Armed Forces of Haiti (FAdH) during recent instruction. They now number just under 2,000, but that number may double or triple soon.

Notes:

1) Simone Wapler is a journalist and economic author. She was longtime editor-in-chief of Agora Publications, paid newsletters specializing in financial analysis and advice founded by Bill Bonner.

2) Data taken from Table 1: Evolution of the Consumer Price Index of the IHSI Monthly Bulletin, JULY 2024.

3) Unemployment rate reference: World Food Programme, Country Strategic Plan, Haiti 2024-2028 Analysis of the country situation, page 7 no 23.

LES MENSONGES DE LA PRÉSIDENTIELLE



Le président réélu Nicolás Maduro



Edmundo González

Par Thierry Meyssan*

L'élection présidentielle au Venezuela a été une occasion de plus pour les Occidentaux de déstabiliser ce pays. La presse internationale a présenté consciemment une version totalement fausse des évènements afin de discréditer le président Nicolás Maduro et de soutenir son principal challenger, Edmundo González.

La réélection contestée du président Nicolás Maduro n'a pas grand rapport avec le résultat sorti des urnes. En réalité, les straussiens (c'est-à-dire les disciples de Leo Strauss dont la pensée a été popularisée par les journalistes néoconservateurs [1]) considéraient, dès leur arrivée au pouvoir aux États-Unis, le 11 septembre 2001, que le président du Venezuela de l'époque, Hugo Chávez, devait être abattu. Depuis cette date, le Venezuela affronte des tentatives de coups d'État militaires et de révolutions colorées.

L'actuel président, Nicolás Maduro, s'inscrit dans la ligne politique d'Hugo Chávez, même s'il n'en a pas la carrure. En 2019, le secrétaire d'État du président Trump, Mike Pompeo, a chargé le straussien Elliott Abrams de renverser le président Maduro.



La thatchérienne María Corina Machado

Elliott Abrams, qui avait déjà participé aux massacres au Guatemala dans les années 80, puis à l'affaire Iran-Contras (pour laquelle il fut condamné aux États-Unis [2]) et au coup d'État de 2002 contre le président Chávez [3], est aujourd'hui l'homme qui, en Israël, pilote le nettoyage ethnique de Gaza derrière Benyamin Netanyahou [4]. Pour ce qui est du Venezuela, Abrams s'appuya sur un jeune député, Juan Guaidó. Il le fit élire, par quelques députés, président de l'Assemblée nationale, récuser l'élection de Maduro et s'autoproclamer président par intérim.

Après avoir été reconnu par les Occidentaux [5], avoir pillé les avoirs du pays à l'étranger [6], et avoir organisé d'infructueuses tentatives de coups d'État [7] et de guérillas [8], Juan Guaidó se retira en 2023, au profit d'un homme de paille, qui céda lui-même la place à María Corina Machado. Il vit aujourd'hui en exil à Miami.

Quant au plan d'Elliott Abrams [9], il fut stoppé par le président Donald Trump juste avant que l'opération militaire ne soit lancée par le SouthCom.

María Corina Machado participa au coup d'État contre le président Hugo Chávez, en 2005. Elle fut candidate libérale contre lui, en 2012. Elle préconisait alors la privatisation des ressources naturelles, notamment du pétrole. Elle a qualifié le président Chávez de « voleur » pour avoir procédé à des expropriations indemnisées. Elle fut destituée de son mandat parlementaire, en 2014, car elle avait accepté d'être nommée par le président panaméen Martín Torrijos, ambassadrice à l'Organisation des États américains (OEA).

En 2005, alors que son parti était financé par la National Endowment for Democracy (NED), elle a été reçue par le président états-unien George W. Bush dans le Bureau ovale. En 2014, elle fut l'une des principales figures de La Salida, une campagne visant à renverser le président Nicolás Maduro [10]. En 2015, elle espérait être placée au pouvoir par l'armée des États-Unis lors de l'« opération Jéricho » [11]. En 2020, elle signe la Charte de Madrid qui rassemble des nostalgiques des dictatures latino-américaines et décrit les gouvernements de gauche latino-américains comme des affidés du communisme cubain. Elle a été condamnée à une interdiction de se présenter aux élections, sur la base de ses courriels qui attestaient de la préparation d'un coup d'État.

Ne pouvant se présenter, elle désigne la philosophe Corina Yoris (80 ans) pour la remplacer. Mais sa candidature ne prend pas. Elle désigne en définitive Edmundo González, un ancien diplomate. Si María Corina Machado se déclare pour le « capitalisme populaire » de Margaret Thatcher, González veille à prendre ses distances avec le président argentin, le pseudo-libertarien Javier Milei.

L'élection présidentielle vénézuélienne s'est tenue le 28 juillet. 10 candidats, et non pas 2 comme l'ont rapporté certains organes de presse, étaient en lice. Le scrutin se déroulait sur des machines à voter non-connectées au réseau internet et délivrant un reçu à chaque vote.

Pour tricher, il faut manipuler les machines avant le vote, au risque d'être découvert lorsqu'on confronte les résultats avec les reçus des votants. Au demeurant, personne n'a dénoncé de trucage de ce type. Le Venezuela étant un pays immense avec des problèmes de communication, la Constitution accorde 30 jours au Conseil national électoral (CNE) pour récolter les procès-verbaux des bureaux de vote et pour proclamer les résultats.

Cependant, dès le lendemain du scrutin et bien avant la proclamation des résultats, les 29 et 30 juillet, la formation politique de Maria Corina Machado, Vente Venezuela (« Viens Venezuela ! »), a déclaré que la votation avait été truquée. Ses militants ont attaqué 12 universités, dont l'Université centrale du Venezuela (UCV), qui venait d'être rénovée, 7 lycées et 21 collèges où ils ont causé des dégâts majeurs. Trois hôpitaux et au moins, 37 dispensaires ont également été attaqués, de même que 6 entrepôts et centres de distribution de denrées alimentaires.

Selon le président sortant, Nicolás Maduro, 70 % des éléments violents interpellés étaient d'anciens expatriés qui venaient de rentrer et dont beaucoup ont avoué avoir été entrainés au Texas. « Les éléments violents ont brûlé une radio communautaire et attaqué 11 stations du métro de Caracas. Ils prétendaient brûler les trains mais se sont faits refouler par les travailleurs (...) 10 sièges régionaux du CNE ont aussi été ciblés, de même que son siège central, à Caracas, attaqué au moment où au moins 60 invités internationaux se trouvaient dans l'espace réservé aux observateurs. Ceux-ci s'en sont sortis sains et saufs grâce à l'intervention de la Garde nationale bolivarienne qui les a protégés et a arrêté sur place plus de 20 membres des comanditos (commandos) ».



Juan Guaidó, autoproclamé "président intérimaire du Venezuela"

Au cours des dernières années, un septième des Vénézuéliens ont fui leur pays où les conditions économiques n'ont cessé de se dégrader. Généralement, ils fuyaient les violences et avaient été persuadés que le président Maduro allait collectiviser la propriété privée. Rapidement ils ont compris qu'ils se trompaient, mais n'ont pas pu revenir dans leur pays. Ceux qui y sont parvenus, juste avant l'élection, ont souvent bénéficié de l'aide de l'opposition pro-USA.

Une attaque informatique a bloqué le système de transmission du Conseil national électoral (CNE) au moment où 81 % des résultats avaient déjà été collectés. Il a fallu plusieurs jours pour le réparer.

Ni Maria Corina Machado, ni son poulain, Edmundo González, n'ont appelé aux violences, mais il ne fait aucun doute que leur parti politique les a coordonnées.

Au cours des tentatives de déstabilisation paramilitaires, aujourd'hui finies, les États-Unis ont tenté de faire intervenir l'Organisation des États américains (OEA). Ils auraient pu ainsi légitimer une intervention militaire extérieure. Toutefois, une majorité d'États américains s'y est opposée [12].

Un des dix candidats, Edmundo González, ne s'est pas présenté à la cérémonie de signature du procès-verbal de validation de l'élection.

PRESSE SUR L'ÉLECTION VÉNÉZUÉLIENNE



La Chambre électorale du Tribunal suprême de Justice a attendu en vain qu'Edmundo González et Enrique Márquez lui apportent les preuves d'une manipulation électorale.



Un des dix candidats, Edmundo González, ne s'est pas présenté à la cérémonie de signature du procès-verbal de validation de l'élection. 7...Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador.

Le 2 août, la Chambre électorale du Tribunal suprême de Justice a organisé une cérémonie de signature des résultats qui lui avaient été transmis par le Conseil national électoral (CNE). 8 candidats sur 10 ont signé le document final, reconnaissant ainsi la validité du scrutin. Enrique Márquez a refusé de le signer, tandis qu'Edmundo González ne s'est pas présenté.

À l'issue de cette cérémonie, Elvis Amoroso, président du Conseil national électoral (CNE), a annoncé que, malgré l'attaque informatique que le Conseil avait subie, 96,87 % des résultats des bureaux de vote lui avaient été transmis. Sur cette base et en attendant les résultats complets, il a proclamé les résultats officiels partiels tel qu'ils avaient été avalisés par 8 candidats sur 10.

La participation n'était que de 59,97 % des inscrits.

- Nicolás Maduro - PSUV (Pôle patriote Simon Bolivar) : 51,95 % des suffrages exprimés
- Edmundo González . MUD (Plateforme unitaire démocratique) [pro-USA] : 43,18 %
- Luis Eduardo Martinez - AD (Alliance historique populaire) : 1,24 %
- Antonio Eccari Angola - Lapiz (Le nouveau Venezuela) : 0,94 %
- Benjamin Rausseo CONDE : 0,75 %
- José Brito PV (Plan B) : 0,68 %
- Javier Bertucci - LE CAMBIO
- Claudio Fermin . SPV : 0,33 %
- Enrique Márquez - Grand-M. - CG (Pacte historique) : 0,24 %
- Daniel Ceballos - AREPA (Pacte d'espoir) : 0,16 %

Le 4 août, Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne, a déploré que le CNE n'ait pas publié les procès-verbaux des bulletins de vote, soulignant que dans ces conditions, il n'est pas possible de croire aux résultats proclamés [13]. En réalité, la Constitution bolivarienne précise qu'après la signature du document final par les candidats, c'est à ceux qui contestent les résultats de prouver qu'ils ont raison.

L'instrumentation internationale du désordre vénézuélien

En définitive, les actions de déstabilisation de María Corina Machado et d'Edmundo González n'ont pas eu plus d'impact cette fois-ci que les précédentes. S'appuyant sur un sondage de DatinCorp réalisé avant l'élection et donnant 50 % d'intention de vote pour González, ils ont donc publié des procès-verbaux des bureaux de vote et contesté la sincérité du décompte du Conseil national électoral (CNE). Le secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken, y a vu des « preuves accablantes ».

Problème DiatinCorp n'est pas un sondeur, mais une société de communication travaillant pour les intérêts miniers et pétroliers qui tentent de renverser le président Maduro.

Jorge Rodriguez, président de l'Assemblée nationale, a relevé que ces procès-verbaux « accablants » ne sont pas conformes : ils ne comprennent pas les noms des responsables des bureaux de votes, ni leurs signatures.

Le gouvernement vénézuélien, qui se préparait à une forme ou une autre de contestation, avait invité un groupe d'experts électoraux des Nations unies. Celui-ci a à la fois reconnu que le scrutin était valide, fiable et bien organisé et, d'autre part que « le processus de gestion des résultats du CNE n'a pas respecté les mesures de base de transparence et d'intégrité essentielles à la tenue d'élections crédibles. Il n'a pas respecté les dispositions légales et réglementaires nationales et tous les délais stipulés n'ont pas été respectés » [14]. Il observait que la panne informatique qui a empêché le CNE de proclamer les résultats complets dans les délais requis n'a toujours pas été expliquée.

Réagissant le 24 août à ce rapport du 9 août, mais ignorant les informations publiées depuis par Jorge Rodriguez, Josep Borrell, a déclaré au nom de l'Union européenne : « Le Groupe d'experts des Nations unies a confirmé qu'un échantillon des "actes" examinés publiés par l'opposition présentent les caractéristiques de sécurité des protocoles de résultat initiaux, confirmant ainsi leur fiabilité. Selon les exemplaires publics des "actas", Edmundo Gonzalez Urrutia semble être le vainqueur de l'élection présidentielle à une large majorité » [15].

Au plan international, plus personne ne semble se préoccuper des faits. Ce n'est plus le problème. Chacun est invité à choisir son camp : soit Edmundo González et les États-Unis, soit Nicolás Maduro contre eux.

Par principe, les gouvernements latino-américains « de droite » (au sens de la Guerre froide) soutiennent Edmundo González, tandis que ceux « de gauche » (toujours au sens de la Guerre froide) soutiennent Nicolás Maduro.

Le président chilien, Gabriel Boric forme un cas particulier : il a été élu comme président « de gauche », mais a amorcé un virage spectaculaire depuis son échec à réformer la constitution du général Augusto Pinochet. Il se présente désormais comme « centriste » et donc aligné sur la position occidentale. Il a appelé les présidents de gauche à se prononcer… pour une cohabitation (Maduro et González) au Venezuela. En d'autres termes : peu importe le résultat des urnes, Edmundo González doit siéger au gouvernement.

Le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, se distingue des autres : il semble être le seul à ne pas avoir agi par réflexe, mais en examinant la réalité de la situation. Avec sagesse, il a pris acte à la fois du soutien populaire à Nicolás Maduro et de l'importance de son opposition.



Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador.

Notes

[1] « Vladimir Poutine déclare la guerre aux Straussiens », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 mars 2022.

[2] « Elliott Abrams, le " gladiateur " converti à la "théopolitique" », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 14 février 2005.

[3] « Opération manquée au Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 mai 2002.

[4] « Le coup d'État des straussiens en Israël », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 mars 2023.

[5] « Venezuela, putsch de l'État profond US », par Manlio Dinucci , Traduction M.-A., Il Manifesto (Italie), Réseau Voltaire, 29 janvier 2019.

[6] « Juan Guaidó a commencé à piller les avoirs vénézuéliens », Réseau Voltaire, 31 mars 2019.

[7] « Coup d'État hollywoodien au Venezuela », Réseau Voltaire, 1er mai 2019.

[8] « Préparation d'attentats terroristes à Caracas », Réseau Voltaire, 31 mars 2019.

[9] « Les États-Unis créent les conditions de l'invasion du Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 janvier 2019.

[10] « États-Unis contre Venezuela : la Guerre froide devient chaude », par Nil Nikandrov , Traduction Roger Lagassé, Strategic Culture Foundation (Russie), Réseau Voltaire, 10 mars 2014.

[11] « Obama rate son coup d'État au Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 février 2015.

[12] « Cuba denounces irresponsible attempts to resort to violence and destabilization, with the aim of producing a coup in Venezuela », Cuban Ministry of Foreign Affairs, July 31, 2024.

[13] « Venezuela : Statement by the High Representative on behalf of the EU on post-election developments », Council of the EU, August 4, 2024.

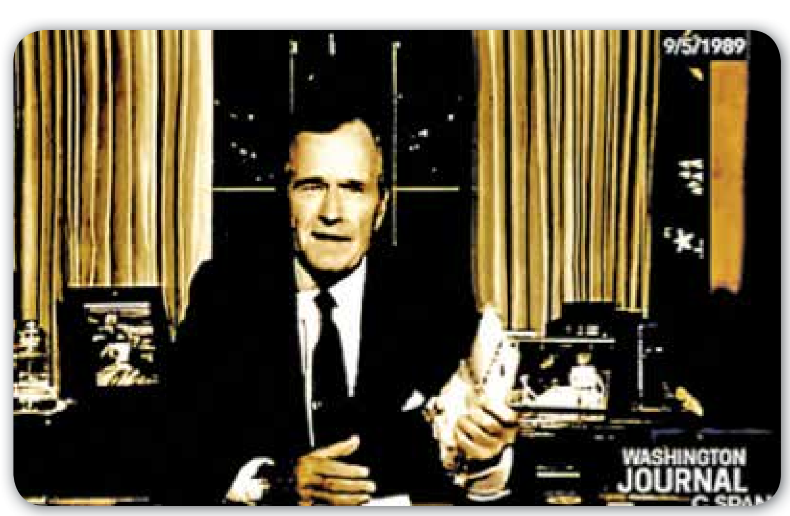
[14] Interim Report, UN Panel of Experts, August 9, 2024.

[15] « Venezuela : Statement by the High Representative on behalf of the EU on recent post-election developments », Council of the EU, August 24, 2024.

*Thierry Meyssan, Consultant politique, président-fondateur du Réseau Voltaire. Dernier ouvrage en français : Sous nos yeux - Du 11-Septembre à Donald Trump (2017).

Réseau Voltaire | Paris (France) | 27 août 2024

La quête des monstres



Le résident George H.W. Bush montrant ce qu'il a dit être un sac de crack lors d'un discours de 1989 faisant la promotion de sa « guerre contre la drogue »

Par Andrew P. Napolitano*

Accepter publiquement les excès des États-Unis en matière de politique étrangère – en quête de monstres à détruire – mène à accepter la guerre, et à la faire par d'autres moyens.

«L'Amérique ne part pas à l'étranger en quête de monstres à détruire (…).
Elle pourrait devenir le dictateur du monde,
Mais ne serait plus la souveraine de son propre esprit».
– John Quincy Adams (1767-1848)

Au beau milieu de son mandat de secrétaire d'État, le futur président John Quincy Adams a pris la parole lors d'une session conjointe du Congrès. Pourquoi cet événement inhabituel ?

Les États-Unis venaient de faire match nul avec la Grande-Bretagne lors de la guerre de 1812. Cette guerre s'est déroulée presque entièrement au Canada. Certains historiens pensent que les Britanniques ont déclenché cette guerre pour récupérer leurs anciennes colonies. D'autres pensent que les États-Unis l'ont déclenchée pour reprendre le Canada à la Grande-Bretagne. Adams craignait que le cancer de la guerre ne se propage une fois de plus au sein de l'establishment de Washington, et il voulait y mettre un terme.

Il y est parvenu, mais seulement pendant une vingtaine d'années, grâce à son argument selon lequel les guerres étrangères offensives ne répandent pas la liberté, mais la violence.

Avance rapide jusqu'en 1992, alors que les États-Unis menaient une autre guerre étrangère vaine, cette fois en utilisant la CIA et la Drug Enforcement Administration (DEA) – pour éviter les lois exigeant que les conflits militaires soient rapportés au Congrès et la nécessité d'une déclaration de guerre par celui-ci. Il s'agissait de la guerre contre la drogue que les États-Unis menaient contre le gouvernement et les civils mexicains.

Au cours de cette guerre, l'administration de George H.W. Bush a décidé de kidnapper des étrangers ayant violé les lois américaines dans d'autres pays pour leur faire rendre des comptes aux États-Unis. La théorie qui sous-tendait cette arrogance impérialiste consistait à dire que ces personnes avaient nui aux agents américains au Mexique en résistant aux violentes guerres contre la drogue menées par les États-Unis, et aux États-Unis en exportant de la drogue vers l'Amérique.

Peu importe que les drogues soient achetées et consommées volontairement, et peu importe que la Cour suprême ait déjà statué que nous sommes tous maîtres de notre corps et que ce que nous en faisons en privé ne regarde pas le gouvernement fédéral.

Tout cela a atteint son paroxysme devant la Cour suprême en 1992, quand un médecin mexicain a contesté l'enlèvement brutal dont il avait été victime dans son cabinet médical au Mexique, enlèvement orchestré et financé par le ministère de la Justice de George W. Bush.

La Cour suprême a jugé que l'enlèvement était légal, car les tribunaux ne s'intéressent pas à la manière dont l'accusé a été amené dans la salle d'audience : ils ne s'intéressent qu'à ce qui se passe ensuite. De plus, le traité d'extradition entre les États-Unis et le Mexique étant muet sur les enlèvements par le gouvernement, ceux-ci sont donc légaux.

Feu vert pour les enlèvements violents

Cette interprétation tordue des principes premiers, parmi lesquels le respect par le gouvernement de ses propres lois, a mené au recours d'agents du FBI, de la CIA et de la DEA pour kidnapper des étrangers dans des pays étrangers qui auraient porté préjudice à des Américains en violant les lois des États-Unis. Il s'agit d'enlèvements musclés, où la victime est souvent redirigée vers un pays du tiers monde pour y être torturée, puis vers les États-Unis pour y être jugée.

Aussi horrible que cela puisse sembler, le droit américain a toujours exigé une relation avec le préjudice causé aux Américains, ce qui signifie que l'enlèvement par le gouvernement ne peut être justifié qu'en tant qu'étape initiale vers la réparation du préjudice causé à une victime américaine par la personne kidnappée.

Jusqu'à ce que le président Joe Biden s'associe aux Républicains du Congrès pour prouver leur détermination.

La législation récente du Congrès étend l'autorité des tribunaux fédéraux aux crimes commis par des étrangers dans des pays étrangers contre des victimes ou des biens étrangers. En supprimant le lien avec le préjudice américain, le Congrès a permis aux autorités fédérales d'inculper qui bon leur semble pour des crimes étrangers commis ailleurs contre des victimes étrangères, et il a enjoint aux tribunaux fédéraux de se saisir de ces affaires.

Voilà qui va multiplier les enlèvements par le gouvernement américain et étendre radicalement la capacité des présidents américains à s'emparer d'adversaires politiques ou journalistiques à l'étranger dans le seul but de les réduire au silence. Les présidents américains disposent ainsi d'un nouvel outil de guerre discret, puisqu'ils peuvent désormais légalement – mais pas constitutionnellement – envoyer de petites armées d'agents fédéraux en tenue militaire et équipés de matériel militaire dans tous les pays choisis par le président afin d'en extraire quelqu'un qu'il déteste ou craint.

Et si la personne kidnappée est finalement acquittée lors d'un procès pénal, en raison de la récente décision intellectuellement malhonnête de la Cour suprême sur l'immunité présidentielle, elle ne peut pas poursuivre le président pour avoir autorisé son enlèvement.

La règle de la force brute

Il ne s'agit plus de l'État de droit. C'est la loi de la force brute. Et comme aucun Américain ne doit être lésé et qu'aucune loi américaine ne doit être enfreinte, le président peut s'en prendre à n'importe quel étranger, littéralement, s'il le souhaite.

Au cas où l'on penserait que mes avertissements sont fantaisistes, sachez que cela s'est déjà produit.

Lorsque l'ancien président Barack Obama a envoyé des drones pour tuer des Américains et leurs collègues étrangers au Yémen en 2011 – dont aucun n'avait été accusé d'un crime américain et qui étaient tous en présence de 12 agents américains pendant les dernières 48 heures de leur vie – il a justifié ses meurtres en faisant valoir qu'il avait tué moins de personnes avec ses drones que ces personnes n'en auraient tué si elles avaient vécu.

Ce raisonnement tordu, pervers et autoritaire constitue un rejet total des principes du droit naturel et des procédures régulières, qui interdisent formellement de recourir en premier lieu à l'agression contre autrui et exigent des procès devant jury avant toute condamnation.

Pourtant, accepter publiquement les excès américains en matière de politique étrangère – en quête de monstres à éliminer – revient à accepter la guerre, et à l'accepter sous d'autres formes.

S'il est légal pour le gouvernement américain d'entrer au Mexique et de kidnapper un médecin mexicain pour avoir prescrit des médicaments, est-il légal pour le gouvernement chinois de venir à Hawaï et de kidnapper un cadre américain de l'industrie technologique pour avoir corrompu des fonctionnaires chinois ?

Les États-Unis peuvent-ils kidnapper Benjamin Netanyahou et le juger dans notre pays pour le meurtre et le génocide commis à Gaza ? Oui, mais ne retenez pas votre souffle. C'est l'Amérique qui a enfanté ce monstre.

Thomas Paine avait prévenu que le désir de punir est dangereux pour la liberté, même pour la liberté de ceux qui punissent. Elle conduit souvent à occulter la loi : *«Quiconque veut assurer sa propre liberté doit protéger son ennemi de l'oppression, car s'il enfreint ce principe, il crée un précédent applicable à lui-même».*



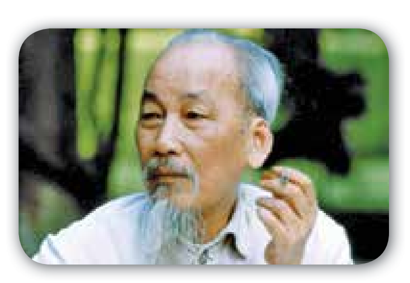
Bâtiment de la Cour suprême des États-Unis. (Christina B Castro, CC BY-NC 2.0)

* Andrew P. Napolitano, ancien juge de la Cour supérieure du New Jersey, a été l'analyste judiciaire principal de Fox News Channel et anime le podcast Judging Freedom. Il a écrit sept livres sur la Constitution américaine. Le plus récent s'intitule 'Suicide Pact : The Radical Expansion of Presidential Powers and the Lethal Threat to American Liberty'. Pour en savoir plus sur le juge Andrew Napolitano, consultez le site https://JudgeNap.com.

Consortium News via Spirit of Free Speech 29-31Août 2024

Siège du ministère de la Justice à Washington, D.C. (M.V. Jantzen, Flickr, CC BY-NC-SA 2.0)

Le Testament de l'oncle Ho : document ayant une valeur historique et contemporaine pour le monde



Le Président Hô Chi Minh

Le Testament du Président Hô Chi Minh constitue un document ayant des valeurs historiques pratiques et théoriques pour le Vietnam et le monde, selon l'historien britannique John Callow lors d'un entretien avec des journalistes de l'Agence de presse vietnamienne au Royaume-Uni.

John Callow, ancien directeur du Marx Memorial Library Archive Centre à Londres, considère le testament comme un guide des principes et de l'action politiques, une plate-forme politique contenant des valeurs éternelles et un guide d'action qui peut être appliqué de manière créative dans toutes les situations.

L'historien a souligné que le Testament aborde de nombreux aspects en profondeur, résumant les pensées, les espoirs et les rêves du président Hô Chi Minh, tout en soulignant ses fondements idéologiques, son éthique et son style, offrant une vision de la vie d'un dirigeant modeste et exemplaire. , qu'il a toujours mis les gens dans son cœur.

Selon John Callow, le Testament du Président Hô Chi Minh illustre la



L''historien John Callow, ancien directeur du Centre d'archives de Marx Memorial Library à Londres. Photo: VNA

confiance entre les dirigeants et le peuple, transcrivant fidèlement les espoirs, les rêves et les ambitions du dirigeant pour les générations futures. Imprégné d'une profonde philosophie humaniste, le document insuffle au peuple vietnamien un esprit d'optimisme, promettant qu'au bout du chemin, aussi ardu soit-il, émergera une société équitable, équilibrée et juste, promouvant l'égalité des sexes.

Pour le Parti communiste et le peuple vietnamien, le Testament est considéré comme une deuxième Constitution, incarnant de nobles valeurs en termes d'idéologie, d'éthique et de style Oncle Ho.

John Callow a indiqué que le Testament protège les droits, les espoirs et les aspirations du peuple vietnamien, des femmes, des hommes et des enfants, alors qu'ils poursuivent le chemin de l'indépendance nationale et du socialisme tracé par le président Hô Chi Minh.

L'historien a exprimé son impression des valeurs humaines profondes dans le testament, soulignant la volonté du leader de la Révolution vietnamienne d'accepter les épreuves et les sacrifices pour l'avenir de la nation, les considérant comme des sacrifices nécessaires et honorables.

Il a souligné que malgré l'évolution du monde, l'héritage du président Hô Chi Minh continue d'insuffler vitalité, force et inspiration au peuple vietnamien et à tous les progressistes du monde.

John Callow a souligné qu'au cours des 55 dernières années, le Vietnam a mis en œuvre le Testament conformément à l'esprit du leader, tout en intégrant les valeurs et la quintessence des pays du monde entier.

Le Président Hô Chi Minh, un bel exemple dans la lutte anticoloniale

Le Président Hô Chi Minh est l'un des grands exemples des luttes de peuples du monde entier contre l'oppression et l'exploitation des régimes coloniaux et impérialistes et de celles pour l'indépendance et la liberté, a affirmé le secrétaire général par intérim du Parti communiste argentin (PCA), Jorge Kneyness.

Lors d'une interview accordée le 24 août à l'Agence Vietnamienne d'Information (VNA), à l'occasion de la visite de travail en Argentine du membre du Politburo et président de la Commission de la sensibilisation et de l'éducation du Parti communiste du Vietnam (PCV), Nguyên Trong Nghia, M.Kneyness a souligné que tout au long de sa carrière révolutionnaire, le Président Hô Chi Minh avait laissé un héritage complet en matière d'idéologie, d'éthique et de style de vie sous de nombreux aspects, qui a conservé jusqu'à présent toute sa valeur.

"Nous admirons et respectons la pensée du Président Hô Chi Minh en faveur de la libération des peuples opprimés du tiers monde, dont sa doctrine militaire", a déclaré M.Kneyness, qui est également chef de la Commission centrale des affaires extérieures Parti communiste argentin.

C'est le fruit d'une combinaison savante de théorie et de pratique dans certaines conditions historiques ainsi que de l'absorption et de l'application de manière créative de l'héritage idéologique militaire de sa nation et de la quintessence militaire de l'humanité, a-t-il poursuivi.

Appréciant l'idéologie en matière de politique extérieure du Président Hô Chi Minh, le responsable argentin a affirmé que ses opinions en matière de diplomatie disposaient non seulement une grande valeur dans l'histoire, mais constituaient une ligne directrice dans le processus actuel d'édification, de développement et d'intégration internationale du Vietnam.

L'héritage laissé par le Président Hô Chi Minh contribue à la promotion de la position et du rôle du Vietnam aujourd'hui sur la scène internationale, a-t-il ajouté.

Évoquant les relations entre le PCA et le PCV, le secrétaire général par intérim M.Kneyness a souligné la nécessité de renforcer les échanges et la coopération bilatérale en matière de recherche.

Un centre de recherche sur le Vietnam en Argentine

Selon lui, le PCA créera un centre de recherche sur le Vietnam pour en savoir plus sur ses lignes directrices, ses politiques et ses expériences en matière de construction et de développement national, ainsi que pour promouvoir ses réalisations socioéconomiques ainsi que l'image d'un Vietnam moderne et intégré.'

Ce projet est extrêmement important car le Vietnam et le Président Hô Chi Minh sont toujours des symboles d'un peuple épris de paix et de progrès. Dans le monde actuel complexe, les réalisations obtenues par le Vietnam dans son œuvre de Renouveau, sous la direction du PCV, doivent être étudiées et reproduites, a-t-il estimé.

M. Kneyness a également apprécié la présence de délégations de haut rang du PCV et du Parti communiste de l'Uruguay au séminaire international intitulée "Le Président Hô Chi Minh et les relations Vietnam - Amérique latine", tenue le 22 août à Buenos Aires.

L'évènement a été organisé par la Commission centrale des affaires extérieures du PCV et l'ambassade du Vietnam en Argentine, en collaboration avec le PCA, à l'occasion du 55e anniversaire de la mise en œuvre du Testament du Président Hô Chi Minh et du 79e de la Révolution d'Août et de la Fête nationale du Vietnam (2 septembre 1945 - 2 septembre 2024), avec la participation d'une centaine de délégués.

Le président du Parlement salue les valeurs de la volonté du président Hô Chi Minh

Au cours des 50 dernières années, le Testament du président Hô Chi Minh a éclairé le chemin de la nation tout entière, a souligné le président de l'Assemblée nationale du Vietnam, Tran Thanh Man, lors d'une conférence scientifique tenue aujourd'hui à Hanoï sur la mise en œuvre du le document susmentionné par les agences centrales.

Le leader parlementaire a déclaré que les pensées et le testament du président Hô Chi Minh ont toujours guidé l'ensemble du Parti, du peuple et de l'armée à rester fermes et fidèles à l'idéal révolutionnaire de feu Oncle Hô et à hériter des perspectives de toute sa carrière.

Il a souligné que dans la cause de la construction et de la sauvegarde de la patrie socialiste, en particulier au cours des presque 40 années de « Doi moi » (Renouveau), le Vietnam a réalisé des réalisations importantes et historiques grâce au travail coordonné des forces de toute la nation. et les efforts inlassables et l'unanimité de générations de cadres, de militants et de personnes de toutes les couches sociales.

Pour mettre en œuvre les enseignements du Président, le Parti communiste vietnamien (PCV) a accordé une attention particulière à la construction et à la rectification de ses rangs, les considérant comme une tâche fréquente et clé, a-t-il déclaré, soulignant l'amélioration de ce travail dans les agences centrales.

Le dirigeant a également exigé que les organes centraux respectent les directions et instructions du Comité central du Parti, du Bureau politique et du Secrétariat pour mener à bien la construction du Parti de manière globale, synchrone et profonde, défendre fermement le principe du centralisme démocratique et promouvoir le leadership et le rôle central des organisations du parti.

De même, il a demandé la mise en œuvre sérieuse des résolutions du Comité central du PCV sur la construction et la rectification des rangs du parti ; prévenir et traiter sévèrement les cas de dégradation de l'idéologie politique, de l'éthique, du mode de vie, de l'auto-évolution et de l'auto-transformation parmi les cadres et militants ; en même temps que la mise en œuvre de la Conclusion 01 du Bureau Politique sur l'étude et le suivi de l'idéologie, de l'exemple moral et du style de Hô Chi Minh.

Il a préconisé une réforme vigoureuse des méthodes de gestion des comités et des organisations du Parti ; intensifier les examens et la surveillance ; promouvoir la mise en œuvre des résolutions et des conclusions du Parti.

Il est nécessaire de tirer parti des points forts, de remédier aux faiblesses, de prévenir les irrégularités et de gérer de manière adéquate les problèmes complexes à partir de la base, a-t-il souligné.

Chaque victoire et chaque étape de la révolution vietnamienne sont liées à l'énorme dévouement du président Hô Chi Minh, a-t-il souligné. Il a ajouté que le Parti tout entier et le peuple sont déterminés à hériter de sa grande carrière ; sauvegarder fermement l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Patrie ; faire du Vietnam une nation forte, démocratique, équitable et civilisée avec un peuple prospère ; maintenir l'unité et le consensus au sein du Parti ; en plus de promouvoir la construction et la rectification du Parti.

Lors de la conférence, les participants ont évoqué leurs souvenirs des jours où ils avaient servi le Président Hô Chi Minh. Ils ont tous exprimé leur fierté de leurs tâches, leur amour et leur respect pour l'Oncle Hô.

Le dirigeant Tô Lâm a souligné que les Vietnamiens étaient fiers du Président Hô Chi Minh, qui était un grand dirigeant, un héros de la libération nationale, homme de culture éminent et un brillant exemple d'éthique révolutionnaire.



Le Président Hô Chi Minh rend visite aux troupes de défense aérienne et de l'armée de l'air, en février 1969. Photo : VNA/CVN

ipants ont analysé la volonté du Président Hô Chi Minh sous différents aspects pour se faire une idée de sa valeur historique, soulignant les réalisations et les leçons obtenues au cours des 55 années de mise en œuvre de ce précieux document dans les agences centrales.

Ils ont également proposé des mesures pour continuer à garantir l'application effective de la Volonté dans les agences.

Il a souligné l'importance particulière du site des reliques du Président Hô Chi Minh au Palais présidentiel, où le grand leader avait vécu et travaillé jusqu'au dernier moment de sa vie.

Selon Tô Lâm, le Président Hô Chi Minh avait laissé un héritage idéologique et spirituel inestimable. Le secrétaire général du PCV et président vietnamien a affirmé la volonté de suivre son exemple, affirmant la ferme détermination de l'ensemble du Parti, des forces armées et



Le secrétaire général du Parti communiste et président Tô Lâm (5e à gauche) et des anciens cadres ayant servi le Président Hô Chi Minh pendant les années qu'il vivait et travaillait au Palais présidentiel à Hanoï, de 1954 à 1969.

Préserver les valeurs du site des reliques du Président Hô Chi Minh au Palais présidentiel

Le secrétaire général du Parti communiste et président Tô Lâm a rencontré le 15 août des anciens cadres ayant servi le Président Hô Chi Minh pendant les années qu'il vivait et travaillait au Palais présidentiel à Hanoï, de 1954 à 1969.

Cette rencontre a eu lieu à l'occasion du 79e anniversaire de la Révolution d'août (19 août), de la Fête nationale (2 septembre), de la 55e commémoration de la mort du feu Président Hô Chi Minh (2 septembre) et des 55 années de réalisation de son Testament.

Lors de la rencontre, les partic-

du peuple à préserver et à promouvoir l'héritage du grand leader.

Tô Lâm a salué les contributions des cadres ayant servi le Président Hô Chi Minh au Palais présidentiel, avant d'encourager les cadres travaillant actuellement au site des reliques du grand leader à continuer à préserver et honorer ses valeurs.

Au nom du Parti et de l'État, Tô Lâm a offert des cadeaux aux anciens cadres et aux représentants de la direction du site.

Le Courier du Vietnam
15-28-29 Août 2024

Sergueï Lavrov prévient les États-Unis que la troisième guerre mondiale ne se limiterait pas à l'Europe



Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov

Par Jessica Corbett

«Ils ont l'état d'esprit d'un maître assis quelque part à l'étranger et se croyant totalement en sécurité, pensant que non seulement les Ukrainiens, mais aussi... les Européens seraient prêts à faire le sale boulot et à mourir pour eux».

Mardi, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a averti les États-Unis que si la guerre en Ukraine dégénérait en un conflit militaire plus large, une éventuelle troisième guerre mondiale ne se limiterait pas aux champs de bataille en Europe.

Alors qu'il répondait aux questions des journalistes deux ans et demi après le début de l'OMS, Lavrov a été invité à répondre à un récent reportage du Guardian selon lequel le président ukrainien Volodymyr Zelensky voulait utiliser des missiles Storm Shadow à longue portée qui «menacent Moscou et Saint-Pétersbourg» pour forcer la Russie à s'assoir la table des négociations.

Comme l'explique le journal britannique : «Les missiles Storm Shadow ont été développés principalement par une collaboration anglo-française et sont fabriqués par la coentreprise européenne MBDA, qui a également un partenaire italien. Mais comme certains de ses composants sont fournis par les États-Unis, la Maison-Blanche doit également accepter son utilisation contre la Russie. Elle a jusqu'à présent refusé de le faire, craignant une escalade du conflit».

Lavrov a déclaré que «c'est du chantage, une tentative de faire croire que l'Occident cherche à éviter toute escalade excessive. En réalité, ils sont pleins de malice. Éviter l'escalade n'est pas ce que l'Occident cherche. Pour le dire clairement, ils cherchent simplement la bagarre».

Le ministre russe a également souligné diverses remarques de John Kirby, le conseiller à la communication de la Maison-Blanche pour la sécurité nationale, dans la lignée de ce qu'il a déclaré vendredi : «Nous surveillons les risques d'escalade depuis le début de ce conflit, et cela ne va pas changer. Nous serons toujours préoccupés par le risque que l'agression en Ukraine puisse conduire à une escalade sur le continent européen».

Lavrov a déclaré : «*Pour les Américains, toute discussion sur la Troisième Guerre mondiale se résume à quelque chose qui n'affecterait que l'Europe, et Dieu nous en préserve si jamais cela se produisait. C'est assez révélateur, car cette idée reflète l'état d'esprit des planificateurs et des experts en géostratégie américains qui pensent qu'ils peuvent simplement rester assis pendant toute la durée de l'affaire. Je pense qu'il est important de comprendre dans cette situation que nous avons notre propre doctrine, y compris celle qui régit l'utilisation des armes nucléaires. Un effort pour la mettre à jour est en cours*».

«*De plus, ces Américains sont bien conscients des dispositions qu'elle énonce. Cela transparaît dans les lapsus freudiens qu'ils commettent lorsqu'ils disent qu'une Troisième Guerre mondiale serait une mauvaise chose parce qu'ils ne veulent pas que l'Europe en souffre*», a-t-il poursuivi. «*C'est à cela que se résume cet état d'esprit américain. Ils ont l'état d'esprit d'un maître assis quelque part à l'étranger et se croyant totalement en sécurité, pensant que non seulement les Ukrainiens, mais aussi, comme il s'avère, les Européens seraient prêts à faire le sale boulot et à mourir pour eux*».

«*Nous entendons depuis longtemps des spéculations sur l'autorisation d'autoriser l'Ukraine à utiliser non seulement les missiles Storm Shadow, mais aussi les missiles à longue portée fabriqués aux États-Unis*», a noté le ministre. «*Maintenant, tout ce que nous pouvons faire, c'est confirmer une fois de plus que jouer avec le feu est une chose dangereuse pour les hommes et les femmes en charge des armes nucléaires dans le monde occidental, mais ils jouent avec des allumettes comme s'ils n'avaient jamais grandi*».

Alors qu'il y a neuf nations dotées de l'arme nucléaire, les États-Unis et la Russie possèdent collectivement environ 90% de l'arsenal mondial. Depuis que le Kremlin a lancé son invasion en février 2022, alors que les États-Unis et l'Europe ont armé les soldats ukrainiens, Poutine et d'autres responsables russes – ainsi que le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg – ont attisé les craintes d'une utilisation d'armes nucléaires. Mikhail Cheremet, qui représente la Crimée – que la Russie a envahie et annexée à l'Ukraine il y a dix ans – à la Douma d'État russe, a déclaré mardi à TASS que les États-Unis devraient considérer les conséquences de la fourniture de missiles de croisière à longue portée aux troupes ukrainiennes.

«*La balle est désormais dans le camp des États-Unis, mais ils ont clairement du mal à jouer le jeu car ils devront prendre en compte la réalité et peser soigneusement tout avant de passer la balle à l'Ukraine, qui vise à entraîner les États-Unis et l'Europe dans une éventuelle troisième guerre mondiale*», a déclaré Cheremet à l'agence de presse russe. «*Il ne fait aucun doute que les États-Unis tenteront de mettre en œuvre leurs plans agressifs de grande envergure visant à fournir des missiles de croisière au régime de Kiev. Ils essaieront probablement de le faire par l'intermédiaire de l'Europe, qu'ils ont sous leur coupe*», a-t-il ajouté. «*Mais dans tous les cas, le prix de cette décision sera trop élevé pour eux, ce qui entraînera la perte de leur propre statut d'État*».

Plus tôt ce mois-ci, l'Ukraine a attaqué la région russe de Koursk et «s'est taillé une part de territoire dans la plus grande attaque étrangère contre la Russie depuis la troisième guerre mondiale», a rapporté mardi Reuters. Comme l'a précisé le média : «*La Russie a déclaré que des armes occidentales, notamment des chars britanniques et des systèmes de missiles américains, ont été utilisées par l'Ukraine à Koursk. Kiev a confirmé avoir utilisé des missiles américains HIMARS pour détruire des ponts à Koursk.*

Washington a déclaré ne pas avoir été informé des plans de l'Ukraine avant l'incursion surprise à Koursk. Les États-Unis ont également déclaré qu'ils n'avaient pris aucune part à l'opération».

De nombreux responsables du gouvernement russe ont clairement indiqué qu'ils ne croyaient pas à ces affirmations américaines.

Pourtant, sur la base d'entretiens que Anatol Lieven du Quincy Institute for Responsible Statecraft a récemment menés avec «des membres de l'establishment russe, dont d'anciens diplomates, des membres de groupes de réflexion, des universitaires et des hommes d'affaires, ainsi que quelques membres du grand public», la majorité d'entre eux souhaitent «un cessez-le-feu rapide le long des lignes de bataille existantes».

«*La plupart de mes conversations ont eu lieu avant l'invasion ukrainienne de la province russe de Koursk. Pour autant que je puisse en juger, cependant, ce succès ukrainien n'a pas changé les calculs et les vues russes de base*», a écrit Lieven mardi pour Foreign Policy.

«*En fin de compte, bien sûr, la position de négociation de la Russie sera déterminée par Poutine – avec qui je n'ai pas parlé*», a-t-il reconnu. «*Personne à qui j'ai parlé à Moscou n'a prétendu savoir avec certitude ce que pense Poutine. Cependant, le consensus était que, même s'il a commis de terribles erreurs au début de la guerre, c'est un pragmatique capable de suivre les conseils militaires et de reconnaître la réalité militaire*».

Common Dream
28 Août 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examens, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux Rock Jean MOLEUS à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame Lourdie SOIFAITE d'avec son époux Rock Jean MOLEUS pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la commune de Carrefour de transcrire sur les registres, à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Nelson CILIUS, juge en audience civile et publique en date du quatre Juin deux mille vingt-et-un, en présence de Me Jean Rolex MEROVÉ, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Mozart TASSY.

Il est ordonné....etc...

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions du ministère public, dit et déclare recevable en la forme l'action en divorce introduite par le sieur Mikenson Estimé. Au fond, maintient le défaut et admet le divorce pour être juste et fondé. Déclare donc divorcés les sieurs et dames Mikenson Estimé et Rodeline Aurélien. Ordonne à l'officier de l'état civil de Mirebalais de transcrire le dispositif du Jugement sur les registres de divorce de l'année et ordonne à la partie diligente d'en faire la publication dans l'un des quotidiens de la république sous peine de sanction prévue par la loi. Commet l'huissier Jean Fortune Michel pour la signification à partie.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Magistrat Lexander DORILAS, Doyen du Tribunal de première instance de Mirebalais, en audience civile et publique de divorce du 27 octobre 2023 en présence de Me Gabriel FLEURY, Commissaire du Gouvernement avec l'assistance de Valentin Emmanuel DESRATS, Greffier du siège

Il est ordonné....etc......

En foi de quoi.... etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément au vœu de la loi : accueille l'action du demandeur pour être juste et fondée ; se déclare compétent pour connaître cette affaire ; Maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre les citées Daloune DULUS et Durlie DULUS à l'audience civile, ordinaire et possessoire du jeudi six juin deux mille vingt-quatre : par adjudication des conclusions de la partie demanderesse, que la possession du demandeur réunit les caractères requis par la loi pour être utile: Reconnaît, dit et déclare constant le trouble de fait et de droit apporté à ladite possession sur laquelle est maintenu le demandeur Wench DULUS; Fait défense formelle aux défenderesses de ne plus jamais troubler sa possession; Réserve au demandeur le droit de saisir telle instance que de droit pour toute réclamation en termes de dommages-intérêts pour les préjudices causés par les actions téméraires et intempestives des nommées Daloune DULUS et Durlie DULUS; ordonne l'expulsion des dames Daloune DULUS et Durlie DULUS de la possession du demandeur ; accorde l'exécution provisoire et sans caution sur le chef de l'expulsion, vu l'existence des titres authentiques. Commet le citoyen Abrahm JEAN FRANÇOIS, huissier du TPI de Mirebalais, pour la signification de cette sentence. Ce, conformément aux articles 39, 41, 42 et 56 du CPC, Note no 1 placée au bas de l'article 39, Cass. Sect. Réun., 22 février 1957- Aff. Henri C/ Joanis Prinston:3e note placée au bas de l'art. 41 du CPC, annoté par Me Pierre Marie Michel, Cass 2° sect. 27 oct 1960, in aff. Justin L. Déjean C/ Elie Pierre Antoine ; Note no 8 placée au pied de l'article 40 du CPC, Cass, lere sect., 19 fév 1969, in Aff. Glorieuse Jeanty et Angélina Gélin C/ Raoul Thimo et consort.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Magistrat Jean Licson LOUISSAINT, Suppléant juge de Paix de la commune de Belladère jugeant en ses attributions civiles, ordinaires, possessoires, ce jourd'hui six juin deux mille vingt-quatre, assisté du greffier Edène BALDE, du Tribunal de Paix de Belladère.

Me Brunel FILS-AIME, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examens, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux Adler Pierre ULYSSE à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame Wollyou DUCLOS d'avec son époux Adler Pierre ULYSSE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la commune de Carrefour de transcrire sur les registres, à ce, destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Nelson CILIUS, juge en audience civile et publique en date du jeudi quinze Juin deux mille vingt-trois, en présence de Me Maudelair BARTHELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Mozart TASSY.

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi....etc…

Question nationale panafricaine : le cas de la Mauritanie



Par Diagne Fodé Roland

Le racisme subi par les candidats d'Afrique noire à l'émigration vers l'Europe forteresse raciste dans les pays du Maghreb, l'éclatement du Soudan en deux États, les tensions aux frontières nord et nord-ouest du Mali depuis la libération de Kidal et le racisme d'État en Mauritanie sont à analyser dans le contexte de l'actuelle seconde phase de libération nationale en Afrique du point de vue des processus internes aux États multinationaux et de la solidarité panafricaine.

Les impérialistes n'ont jamais cessé d'instrumentaliser les contradictions réelles mais secondaires entre panarabisme, voire panislamisme et panafricanisme et/ou panégrisme pour diviser et régner sur tous. Ainsi face à la montée des critiques et exigences des réparations contre les crimes contre l'humanité que sont la traite des noirs, l'esclavage transatlantique du capitalisme impérialiste françafricain, eurafricain et usafricain, voilà que pullulent et sont médiatisés des ouvrages, des études académiques sur « la traite et l'esclavage transsaharien ».

Les années 79/80 avaient vu pulluler et médiatiser les « Moudjahids Afghans » contre le Communisme soviétique puis l'apologie du « tourisme du désert » avec le « Paris-Dakar » et les enturbannés « hommes bleus de désert » avant le revirement à 180 degrés vers la « lutte contre le terrorisme » en application des théories « du choc, des guerres des religions, des cultures, des civilisations » dans un contexte d'application mondialisée de la pensée unique libérale résumée par la formule « *there is no alternativ* ».

Comment éviter dans cette seconde phase de libération les pièges diviseurs de l'impérialisme et régler les contradictions réelles mais secondaires au sein du front de libération nationale, panafricain et internationaliste des luttes des peuples d'Afrique ?

Comme l'explique les Forces de Libération Africaines de Mauritanie (FLAM), *« c'est en novembre 1946 que commence la construction politique... Les Mauritaniens sont appelés à voter pour élire leurs représentants : un député à l'Assemblée nationale française, un sénateur et un conseiller au Grand Conseil de l'Union de l'Afrique de l'Ouest. Ces élections symbolisaient le début d'une individualisation politique et territoriale par rapport au Sénégal* » (Site des FLAM). En effet, *« En 1945, l'annonce des prochaines élections avait suscité des hostilités entre Maures et Noirs. Les documents d'archives (Sous – série 2 G 45 : 134, Archives Nationales du Sénégal) indiquent cette unanimité chez les Maures que « le représentant de la Mauritanie ne saurait être un Noir »*; et qu'ils commençaient à manifester une volonté de renouer avec le monde Arabe, évoquant un *« éveil de la race Maure ...... et le désir d'être rattachés de fait au Maroc »*. Les Noirs de la vallée du Fleuve Sénégal et du Hodh, qui se sentaient très attachés à leurs frères de sang du Sénégal et du Soudan (actuel Mali), estimaient que *« seule une candidature européenne pourrait partager les voix en Mauritanie » (idem)*.

La Mauritanie est donc une création coloniale française pour éviter « *un grand Makhzen marocain* » qui s'étendrait jusqu'à la frontière avec la colonie du Sénégal. Création coloniale d'un État tampon soutenue par l'élite politique néocoloniale sénégalaise attestée par le fait que « Horma Ould Babana, interprète, engagé en politique en 1944 en adhérant au Bloc Africain de Lamine Guèye et L.S. Senghor. Ce parti, affilié à la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO)... A l'occasion de la campagne électorale d'août 1946, Lamine Guèye et Senghor parcoururent toute la vallée, et partout ils présentèrent Horma comme un chérif, un descendant du Prophète à qui devrait revenir de fait la députation d'un territoire dont les habitants sont des musulmans » (idem).

C'est ainsi qu'en 1960 naissait l'État Mauritanien rassemblant trois grandes nationalités : au nord les Maures Beydanes, les Haratines des noirs esclaves des Maures arabo-berbères et au sud les Puulars, les Soninkés, les Wolofs et les Mandés. Ainsi « Le 28 novembre 1960, notre pays accède à l'indépendance nationale avec d'importantes réserves de cuivre et de fer surtout. Le minerai de fer de Fort – Gouraud (Zouerate) était estimé à 100 millions de tonnes d'un minerai titrant de 63 à 67% de fer, exploité par la société Française des Mines de Fer de Mauritanie (MIFERMA) dont l'État Français était actionnaire principal depuis juin 1952. Quant au cuivre d'Akjoujt, il est exploité par la Société Française des Mines de cuivre d'Akjoujt (MICUMA) depuis 1953 » (idem).

Cet État néocolonial s'est très vite érigé en État Beydane oppresseur des autres nationalités mauritaniennes par le maintien du statut d'esclaves des Haratines noirs et par l'arabisation forcée imposée aux noirs du sud.

Consécutive à l'intégration renforcée de la néo-colonie mauritanienne dans la « mondialisation libérale » par le biais des recettes libérales du FMI et de la Banque mondiale est lancée la « réforme foncière » de 1983 dont les FLAM disent : *« Après avoir accaparé le pouvoir politique (voir Manifeste du négro-mauritanien opprimé) et étendu sa domination sur le plan culturel (arabisation presque totale du pays au mépris de l'identité culturelle des Négro-africains), il ne lui restait plus, compte tenu des perspectives alléchantes de l'après barrage, qu'à exproprier les paysans noirs de la vallée de leurs terres. C'est à cette fin qu'à été édictée l'ordonnance 83 127 du 5 juin 1983 »* (idem). En effet, *« Derrière ces motivations apparemment pertinentes, se cache un objectif, déjà appréhendé par le Manifeste du Négro-mauritanien Opprimé d'avril 1986 : – Procurer aux hommes d'affaires Beydanes du Système une nouvelle source d'enrichissement, confortant ainsi leur emprise sur tous les secteurs de la vie économique et, corrélativement, empêcher l'émergence d'une bourgeoisie agraire noire dont la puissance financière aurait remis en cause la suprématie politique des maures blancs. – Susciter des contradictions au sein de la communauté noire du pays en orientant les revendications économiques et sociales des Harmonies, par ailleurs légitimes, vers les terres du waalo. Ce dernier objectif a d'ailleurs été provisoirement atteint par la déportation au Sénégal et au Mali de villages entiers de la vallée et le remplacement, sur ces mêmes villages, des paysans Haal-pulaar, Soninké et Wolof par des Haratines »* (idem).

Cette réforme foncière a été engendrée par les besoins de la bourgeoisie bureaucratique Beydane de se convertir en propriétaires terriens le long du fleuve Sénégal utilisant comme main d'œuvre taillable et corvéable à merci des Haratines Maures noirs sous prétexte de la « mise en valeur individualisée de terres mortes, vacantes, etc du waalo (terres de décrues) ou du jeeri (hautes terres éloignées) ». L'appropriation étatique du foncier est ainsi un moyen d'expropriation et de redistribution raciste des terres agricoles du sud.

L'oppression raciste de l'État Beydane a été aussi combattue par les Haratines organisés dans un mouvement anti-esclavagiste dénommé El Hor (Liberté) qui, à l'occasion de ses 40 ans, déclarait : *« Oui, il y a plus de quarante ans que les pères fondateurs de la lutte inlassable et juste contre le plus vil et le plus abject des maux qu'ait connu l'humanité toute entière ont mis sur pied EL HOR, ce cadre pacifique mais ferme et courageux... De la fameuse loi dite loi Haidalla, avec ses défauts et ses insuffisances, cette première reconnaissance officielle et sans ambages de la pratique de l'esclavage, ... pour arriver à la célèbre et courageuse loi discriminant et pénalisant l'esclavage en 2007 et puis celle de 2015 complétant cette dernière et caractérisant davantage le délit et le portant au degré de crime contre l'humanité, des progrès ont été réalisés, comme la création de département au sommet de la pyramide étatique, des institutions publiques et judiciaires auxquelles il a été confié le traitement de ce mal... Quand au XXIème siècle encore, on se garde d'appeler le chat par son nom pour se donner bonne conscience, en tournant le dos à ses engagements envers ses partenaires, militants des droits de l'homme nationaux et envers la communauté internationale, il nous est permis de douter de la sincérité de nos dirigeants à s'adonner à une réelle lutte contre le phénomène. Les lois élaborées, la feuille de route largement diffusée puis corrigée et adoptée, la volonté politique affichée et criée sur tous les toits, si tout cela se résume à de la poudre aux yeux, l'avenir de la Mauritanie ne peut qu'être sombre et précaire... nous militants d'EL HOR, auteurs de cette déclaration, exprimons à l'occasion de cette auguste et mémorable journée : -notre regret par rapport à certaines attitudes négationnistes, réactionnaires et réfractaires à toutes actions visant à faire avancer notre pays dans la solution du phénomène anachronique de l'esclavage et autres maux sociaux gangrenant notre tissu social d'où qu'elles viennent ; -notre rejet énergique de l'hypocrisie érigée en méthodes et moyens d'anéantir toutes tentatives internes ou externes d'éradiquer cette tare d'un autre temps ; -notre peur de voir la lutte pacifique que nous avions toujours menée supplantée par une autre aux contours et contenus imprévisibles du fait de la gestion très en-deçà et parfois en contradiction parfaite avec nos attentes et celles de toutes les victimes et défenseurs des droits de l'homme ; -notre volonté sans faille de collaborer avec toutes les volontés soucieuses d'œuvrer en vue de dépasser de façon juste, constructive et patriotique cette tare dans les faits, gestes, paroles et mentalités. Que vive EL HOR et ses vaillants militants et militantes ! Que vive la Mauritanie, comme pays de droit, démocratique, unie et indivisible dans la paix, la prospérité, la concorde, la complémentarité et la compréhension bénéfiques entre ses diverses et riches composantes ! Qui sème le vent ne récolte que la tempête mais qui sème le bien ne récolte que l'amour ! »* (Déclaration d'El Hor, 5 mars 2019).

De la période coloniale à l'actuelle période néocoloniale, le peuple Mauritanien a lutté pour l'indépendance puis pour l'égalité des droits entre toutes les nationalités qui composent ce pays né, comme les autres États, de la double balkanisation de l'Afrique : le partage de Berlin de 1884/85 et la « loi cadre » de 1956 qui a porté un coup diviseur décisif au projet initial d'indépendance dans l'unité de l'ex-AOF du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) puis du Parti Africain de l'Indépendance (PAI). La Mauritanie tout comme le Soudan sont des pays trait d'union entre les deux Afriques du nord et du sud. Il en est de même du Tchad, du Mali et du Niger.

La question nationale est au fond une question agraire, donc une question paysanne (au sens de la campagne, de la ruralité) qui pose la question fondamentale de l'égalité citoyenne entre toutes les nationalités des États multinationaux.

En Mauritanie, c'est l'unité des nationalités opprimées Haratines, Pulaars, Soninkés, Wolofs, Mandés soutenue par les démocrates Beydanes qui est la clef pour ouvrir la porte d'une Mauritanie dé-esclavagisée et dé-racisée et d'un panafricanisme fondé sur l'union libre des peuples libres du nord au sud et de l'est à l'ouest de notre cher continent berceau de l'humanité.

31 Août 24

Tentative de coup d'État en RDC : des ressortissants américains risquent la peine de mort



Le fils de l'auteur du coup d'État avorté, Marcel Malanga, citoyen américain et deux autres Américains comparaissent devant le tribunal de Kinshasa, en RDC.

En République démocratique du Congo (RDC), les procureurs ont requis le 27 août la peine de mort contre 50 personnes, dont trois Américains, pour la tentative de coup d'État du 19 mai dernier.

La peine capitale a été requise le 27 août contre 50 personnes, dont trois Américains, poursuivies pour la tentative de coup d'État du 19 mai en République démocratique du Congo (RDC), ont rapporté des médias locaux et internationaux.

Le procureur militaire a exhorté les juges à condamner à mort «tous» les prévenus, à l'exception d'un seul accusé qui souffre de «problèmes psychologiques».

Les 50 personnes concernées, dont le procès s'est ouvert en juin, sont poursuivies pour plusieurs chefs d'accusation, dont beaucoup sont passibles de la peine de mort, notamment d'«attentat», de «terrorisme», de «tentative d'assassinat», de «meurtre» et d'«association de malfaiteurs».

La peine de mort, qui n'était plus appliquée en RDC depuis 20 ans, a été rétablie le 13 mars dernier. Le gouvernement avait ainsi décidé de reprendre les exécutions capitales, notamment contre les militaires coupables de «trahison» et les auteurs de «banditisme urbain entraînant mort d'homme».

Qui sont les trois Américains ?

Le 19 mai dernier, une tentative de coup d'État par l'opposant Christian Malanga, visant le président Félix Tshisekedi et son ministre de l'Économie Vital Kamerhe, a été rapidement déjouée par les forces armées congolaises.

Six personnes ont été tuées, dont l'auteur de la tentative avortée Christian Malanga, abattu pour avoir résisté à son arrestation peu après avoir diffusé en direct l'attaque sur ses réseaux sociaux.

Son fils, Marcel Malanga, âgé de 21 ans et citoyen américain, ainsi que deux autres ressortissants des États-Unis sont jugés pour leur rôle dans l'attaque.

Le deuxième Américain est dénommé Tyler Thompson Jr, d'après les rapports de presse internationaux. Agé aussi de 21 ans, il s'était envolé pour la RDC depuis l'Utah avec le jeune Malanga pour ce que sa famille croyait être des vacances.

Benjamin Reuben Zalman-Polun, 36 ans, est le troisième Américain jugé. Il aurait connu Christian Malanga par l'intermédiaire d'une société d'extraction d'or créée au Mozambique en 2022, selon un rapport de la newsletter Africa Intelligence.

Le 7 juin dernier, la première audience du procès de ces 50 individus, dont trois Américains, accusés d'avoir tenté de renverser le président Félix Tshisekedi, avait été retransmise en direct à la télévision et à la radio nationales depuis la prison militaire de N'dolo, à Kinshasa, capitale de la RDC.

RT France 30 Aout 2024

Suite de la page (8)



Visite de courtoisie du Commandant en chef de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti, Godfrey Otunge, à l'ambassadeur de la République dominicaine en Haïti, Farouk Miguel Castillo, le mardi 6 août 2024

Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti, pour discuter de la stratégie des opérations au centre-ville de Port-au-Prince » devait indiquer un communiqué de la Primature.

Accompagné de son chef de la police, Rameau Normil, du ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, Me Carlos Hercule, du général en chef des Forces armées d'Haïti (FADH), Derby Guerrier, et, bien entendu, du Commandant de la MMAS, Godfrey Otunge, Garry Conille voulait s'enquérir du résultat de plusieurs opérations conjointes menées dans divers points stratégiques de la capitale et ses proches banlieues qui, apparemment, n'ont pas changé d'un *iota* dans la stratégie des gangs dont l'objectif semble de conquérir totalement les départements de l'Ouest et de l'Artibonite avant de se lancer à l'assaut d'autres territoires à travers la République.

On se rappelle que lors d'un entretien avec des médias de la capitale, l'ex-ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, madame Emmélie Prophète-Milcé, répondait sans détour : jamais elle ne prendrait les routes conduisant au Bicentenaire, Martissant et de Carrefour qui sont pour elle des *« territoires perdus »* de la République. La veille de cette tournée à travers les rues de Port-au-Prince, la chaîne de télévision américaine *CNN* publiait dans son édition du lundi 26 août 2024 un article dans lequel les policiers kenyans déployés en Haïti dans le cadre de la force multinationale se plaignent de n'avoir pas reçu l'intégralité de leur salaire. « Les agents se sentent frustrés de ne pas avoir été payés pendant deux mois. Nous entendons dire que l'argent a déjà été envoyé au Kenya mais qu'ils ne nous ont pas payés, alors s'il vous plaît, aidez-nous », devait indiquer un officier de l'un des contingents kenyans à *CNN*.

Selon la chaîne donnant écho aux inquiétudes des policiers du Kenya en Haïti, *« Certains officiers ont exprimé leur frustration et leur inquiétude concernant les paiements supplémentaires manquants. Avec la réouverture des écoles au Kenya cette semaine, certains disent qu'ils ont besoin d'argent de toute urgence pour payer les frais de scolarité et d'autres dépenses pour leurs familles restées au pays »*. En guise de réponse et histoire de rassurer les policiers en difficulté financière au sein de leur base en Haïti, le Service National de Police du Kenyan ou National Police Service) (NPS) devait publier en urgence le dimanche 25 août 2024 un Rapport dans lequel cet organisme qui gère le salaire des policiers a donné quelques précisions concernant cette affaire juste avant que *CNN* ne publie son article. « *Les officiers continuaient à percevoir leurs salaires du NPS en attendant le supplément de salaire pour leurs fonctions au sein de la MMAS. La MMAS a annoncé que les officiers pouvaient s'attendre à ce que les fonds manquants soient versés sur leurs comptes bancaires cette semaine. Par conséquent, il n'y a pas lieu de s'inquiéter concernant les questions de bien-être des officiers de la MMAS, étant donné que les processus généraux ont été finalisés.»* Enfin, pour terminer cette chronique au long cours, il faut signaler la première opération conjointe et officielle de la MMAS, des FADH et de la police nationale dans certains endroits à Port-au-Prince le mardi 27 août 2024. Plusieurs quartiers de la capitale, entre autres Delmas 2, le fief de Barbecue, Bel-Air et le Centre-ville, ont été visés par cette opération dans laquelle, selon des témoins, il y a eu de nombreux morts parmi les gangs. Bien que plusieurs blindés de différents corps aient pris part à cette opération antigang, on dénombre aussi trois victimes parmi les policiers, blessés au cours de l'intervention. Signe que les bandits ne s'avouent pas vaincus et sont prêts à affronter les forces de l'ordre au péril de leur vie et en dépit que les militaires des contingents kenyans, la PNH et les soldats des FADH soient supérieurs en nombre, armements, équipements et sur le plan technique et stratégique.

En interview avec le journal *Le Nouvelliste* à l'issue de l'opération, le chef du gouvernement de la Transition a indiqué que « *Cette opération avait impliqué la PNH, les FADH et la MMAS. Il y en aura d'autres. L'idée est de récupérer maison après maison, quartier après quartier et ville après ville. Nous parlons d'abord de chaque maison parce que nous sommes en face d'une guérilla urbaine.»* Pour boucler l'histoire du débarquement de ces kenyans en Haïti, on pense à certaines personnes qui désespèrent de leur arrivée tant le processus a été long, scabreux. Elles disaient, d'ailleurs, qu'elles croiront vraiment au dernier épisode de ce feuilleton que le jour de l'arrivée effective de cette force armée multinationale en Haïti sous le commandement du Kenya. D'autres, en revanche, pensaient même qu'en récompense, cette nouvelle intervention militaire pourrait déboucher peut-être sur une éventuelle candidature à la présidence d'Haïti à la demande des Etats-Unis, de l'un des acteurs haïtiens par qui l'occupation étrangère était devenue effective en 2024.

Ils se rappellent du précédent de 1915 avec Sudre Dartiguenave, le premier Président collaborationniste de l'histoire d'Haïti. Celui-ci collabora, en effet, en toute franchise, et pendant longtemps (1915-1922) avec l'occupant. En Haïti, on le sait, politiquement tout est possible, même le pire. Ainsi, depuis ce qui était devenu un vrai roman politico-diplomatique et militaire lorsqu'un Etat africain, en l'occurrence le Kenya, ce pays de l'Afrique de l'Est, a pris tout le monde par surprise en acceptant de prendre le leadership d'une force militaire multinationale pour venir combattre les gangs armés qui ont pris quasiment le contrôle de toute la région métropolitaine de Port-au-Prince et une bonne partie du département de l'Artibonite, le pays vit entre incertitude, espoir, peur et angoisse. Quant à la capitale, au moment de boucler les dernières lignes de cette chronique, tous les jours qui passent l'approche davantage de l'asphyxie. Et pour cause.

Après le Centre-ville historique de Port-au-Prince, ce sont les banlieues limitrophes constituant le Grand-Port-au-Prince : Carrefour, Mariani, Gressiers, Croix-des-Bouquets, Tabarre, Drouillard, Ganthier, etc. qui sont en passe de tomber entre les mains d'une myriade de chefs de gangs incontrôlés et incontrôlables et tout-puissants. Quant aux autorités haïtiennes, notamment, le nouveau Premier ministre Garry Conille et le Conseil Présidentiel de Transition (CPT), ils s'adonnent à communiquer quand ils le peuvent, sur des rencontres et visites par-ci et par-là tout en s'appuyant, justement, sur la présence de cette force multinationale, pour faire la différence, en attendant le miracle kenyan. Un miracle qui est encore loin, très loin de se produire. **(Fin)**

C.C

Honduras : Coup d'Etat en préparation


La présidente du Honduras, Xiomara Castro

Dans sa première réaction après la rupture du traité d'extradition avec les États-Unis, la présidente du Honduras, Xiomara Castro, a dénoncé l'existence d'un plan de déstabilisation organisé depuis l'étranger en réponse à ce qu'elle a qualifié comme des déclarations d'ingérence de l'ambassadeur des États-Unis, Laura Dogu.

Dans son discours à San Pedro Copan, Castro a déclaré : *« Je veux vous dire qu'on est en train de perpétrer un plan contre notre Gouvernement. Hier, ils ont attaqué le chef des forces armées et le ministre de la défense de notre pays. »*

La présidente a souligné la gravité de ces attaques, et affirmé que ce sont *« des attaques qu'on ne peut pas permettre parce qu'elles affaiblissent l'institution des forces armées. »*

Dans son intervention, elle a rappelé le coup d'Etat de 2009, qui a provoqué la violence, l'exil et des violations des droits de l'homme. *« Nous avons déjà vécu un coup d'Etat et nous avons ce que cela signifie, »* a affirmé la présidente et elle a ajouté qu'on ne va pas permettre plus d'actions de cette sorte et que la souveraineté du Honduras doit être respectée.

En outre, elle a affirmé qu'elle ne laisserait pas *« utiliser l'instrument de l'tradition, l'extradition pour intimider les forces armées du Honduras ou les faire chanter. »*

Le conflit avec les États-Unis, s'est intensifié après une récente visite au Venezuela du ministre de la Défense du Honduras, Manuel Zelaya, et du chef d'État major conjoint des forces armées, Roosevelt Hernandez, qui ont rencontré le ministre de la défense du Venezuela, Vladimir Padrino Lopez.

L'ambassadeur Dogu a dénoncé cette rencontre et accusé le Gouvernement bolivarien de « trafic de drogue », ce que Castro a dénoncé comme une violation évidente de son rôle d'ambassadeur dans le pays et une ingérence dans les affaires intérieures de l'État hondurien.

Après cela, le Gouvernement du Honduras a décidé de mettre fin au traité d'extradition avec les États-Unis pour protéger la souveraineté du pays.

Dans ce contexte, la présidente a déclaré clairement que son Gouvernement ne céderait pas aux pressions extérieures et qu'il défendrait la souveraineté du Honduras à tout prix : « Je promets au peuple hondurien qu'il n'y aura plus jamais de coup d'Etat, » a déclaré Castro.

Dans une interview télévisée, le chancelier du Honduras, Enrique Reina, a alerté sur une tentative de division des forces armées après les commentaires de l'ambassadeur des États-Unis, Laura Dogu. Selon lui, ce plan serait destiné à diviser les Forces Armées dont certains secteurs chercheraient à destituer le chef de l'armée Roosevelt Hernandez.

Telesurtv 29 Août 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos 30 Août 2024

RDC : 129 morts dans une tentative d'évasion à la prison de Makala

Par Karol Biedermann

Au moins 129 personnes ont perdu la vie lors d'une tentative d'évasion, dont les détails restent flous, survenue durant la nuit de dimanche à lundi dans la plus grande prison de la République démocratique du Congo (RDC) à Kinshasa, selon un bilan communiqué mardi par les autorités.



Dans une déclaration vidéo diffusée à la presse, le ministre de l'Intérieur Jacquemain Shabani a précisé que le bilan provisoire comptait 129 morts, dont 24 personnes tuées «par balles après sommation». Il a également rapporté que 59 blessés avaient été pris en charge par le gouvernement pour recevoir les soins nécessaires. La prison de Makala, tristement célèbre pour sa surpopulation, héberge environ dix fois plus de détenus que sa capacité officielle.

Le ministre a indiqué que de nombreuses victimes sont décédées «par bousculade ou étouffement» et a mentionné des cas de viols sans fournir de détails sur les victimes. Les informations concernant le nombre exact de détenus ayant tenté de s'évader cette nuit-là ainsi que les circonstances de l'incident restent encore imprécises.

Le lundi, Patrick Muyaya, le porte-parole du gouvernement, avait simplement annoncé que «les services de sécurité» étaient sur place et a appelé les habitants de Kinshasa à «ne pas paniquer». Quelques heures plus tard, il a affirmé à la télévision nationale que la situation était «sous contrôle». Le ministre de la Justice Constant Mutamba a promis sur X que des enquêtes seraient menées pour «identifier et sanctionner sévèrement les auteurs de ces actes de sabotage».

Les autorités n'ont pas fourni d'informations sur d'éventuels prisonniers ayant réussi à s'évader pendant cette opération. La prison de Makala, la plus grande du pays, a une capacité officielle de 1500 places mais en héberge actuellement entre 14 000 et 15 000, selon les statistiques officielles, ce qui soulève des préoccupations sur les conditions de détention.

Outre le lourd bilan humain, la tentative d'évasion a causé des dommages matériels importants. Une partie des bâtiments de la prison, notamment ceux abritant les services administratifs, a été incendiée, d'après le gouvernement. La prison avait déjà été sévèrement endommagée lors d'une attaque armée en 2017, qui avait permis à plus de 4000 détenus de s'évader, dont certains étaient considérés comme «dangereux» par la police. Les circonstances de cette évasion massive n'ont jamais été entièrement élucidées malgré l'ouverture d'une commission d'enquête.

Sahel Intelligence
3 Septembre 2024

Turquie : Les travailleurs du papier en grève pour une convention collective



Les travailleurs de MKB Corrugated Box and Packaging en grève

Alors que la Turquie se débat dans la tourmente économique, avec une inflation en flèche et une chute du pouvoir d'achat, et une vague de grèves secoue plusieurs secteurs, en particulier dans les industries manufacturières. La dernière en date touche MKB Corrugated Box and Packaging, dans le district de Tuzla à Istanbul.

40 travailleurs de MKB Corrugated Box and Packaging ont posé l'outil le 28 août pour réclamer la signature d'une convention collective avec l'entreprise. L'organisateur de la grève, notre affilié Seluloz Is, se bat pour obtenir des conditions décentes pour les salariés de MKB Rondo depuis qu'il s'est établi dans l'entreprise, il y a deux ans. Or, vu la complexité de la législation turque, la négociation collective n'a pu démarrer qu'au début de 2024.

Après huit mois de négociations et des avancées sur plusieurs fronts, trois questions achoppent encore et attendent une réponse de l'employeur : les hausses de salaires, le syndicat réclamant 80 pour cent et la direction n'en offrant que 45, la constitution d'un conseil de discipline sur le lieu de travail et la désignation d'un représentant syndical d'atelier.

Le vice-président général de Seluloz-Is, Kemal Yildirim, a déclaré : *« Cette grève se justifie parfaitement; nos revendications sont le reflet de la dureté des conditions de vie en Turquie. Nous abordons cette première négociation collective avec retenue, mais le refus de la direction d'accepter des compromis ne nous laisse pas le choix. Nous sommes dans notre bon droit et nous vaincrons. MKB est une entreprise autrichienne et nous allons faire en sorte que notre voix soit entendue, non seulement en Turquie mais en Autriche aussi, par l'intermédiaire de notre fédération, IndustriALL. »*

Le directeur d'IndustriALL en charge de la pâte et du papier, Tom Grinter, a exprimé sa solidarité avec les grévistes et a fait savoir que : *« Les revendications des travailleurs de MKB sont justes et la direction doit respecter leurs droits. La grève est toujours un dernier recours, mais c'est pour les travailleurs le moyen de montrer leur force. »*

La grève des travailleurs de MKB nous rappelle que l'agitation sociale ne cesse de monter en Turquie, alors que les travailleurs luttent pour défendre leurs droits et s'assurer un avenir digne dans une situation économique de plus en plus difficile.

IndustriALL 3 septembre 2024

Les Sénégalais demandent l'expulsion de l'ambassadeur ukrainien


L'ambassadeur ukrainien à Dakar, Yurii Pyvovarov

En cette fin du mois d'août, des citoyens sénégalais ont pris l'initiative de lancer une pétition officielle demandant l'expulsion de l'ambassadeur ukrainien à Dakar, Yurii Pyvovarov. Ce diplomate est accusé d'avoir tenu des propos inacceptables, en particulier en manifestant un soutien présumé aux groupes terroristes opérant au Mali.

Cette action citoyenne illustre l'indignation croissante face aux interventions du diplomate ukrainien, perçues comme contraires aux intérêts de la stabilité régionale. La situation a pris une tournure dramatique le 19 août, lorsque des dizaines de Sénégalais ont été arrêtés lors d'une manifestation pacifique devant l'ambassade d'Ukraine à Dakar. Les manifestants, cherchant à remettre une lettre de protestation, demandaient l'expulsion immédiate de l'ambassadeur en réponse à ses déclarations controversées.

Cet événement a non seulement exacerbé les tensions entre les citoyens sénégalais et l'ambassade ukrainienne, mais a également renforcé le sentiment de rejet envers la présence de Pyvovarov dans le pays. Des banderoles appelant à l'expulsion du diplomate ont été aperçues dans plusieurs quartiers de Dakar, symbolisant la montée d'un rejet populaire. Ce contexte tendu s'inscrit dans une situation régionale plus large, où la stabilité du Sahel est de plus en plus menacée par des interventions extérieures, dont celles de l'Ukraine. Il est également crucial de rappeler que les chefs de la Confédération des États du Sahel (AES) ont récemment lancé un appel à l'ONU, exhortant la communauté internationale à intervenir face à l'ingérence étrangère dans les conflits qui secouent le Sahel. L'Ukraine, dans sa stratégie au Sahel, semble avant tout poursuivre ses propres intérêts géopolitiques, souvent en opposition à la Russie.

Cette posture, facilitée par le soutien de ses alliés occidentaux, pourrait avoir des répercussions sur les relations diplomatiques entre le Sénégal et d'autres acteurs internationaux engagés dans la région. La pétition, qui a déjà recueilli un large soutien, pourrait bien marquer un tournant dans la manière dont le Sénégal entend gérer ses relations diplomatiques avec l'Ukraine. Alors que la situation reste complexe, il devient de plus en plus évident que les actions de l'Ukraine dans le Sahel ne sont pas dénuées de conséquences pour la stabilité de la région et les relations internationales du Sénégal.

PressTV 31 août 2024

Les présidents chinois et malien décident d'élever les relations bilatérales lors d'une rencontre à Pékin

Les deux dirigeants ont conjointement annoncé la décision d'élever les relations bilatérales au niveau d'un partenariat stratégique.

Durant leur rencontre, Xi a indiqué que la Chine était disposée à promouvoir l'amitié traditionnelle avec le Mali, à continuer à se soutenir fermement, et à offrir une assistance dans les limites de ses capacités au développement économique du Mali et à l'amélioration du bien-être du peuple malien.

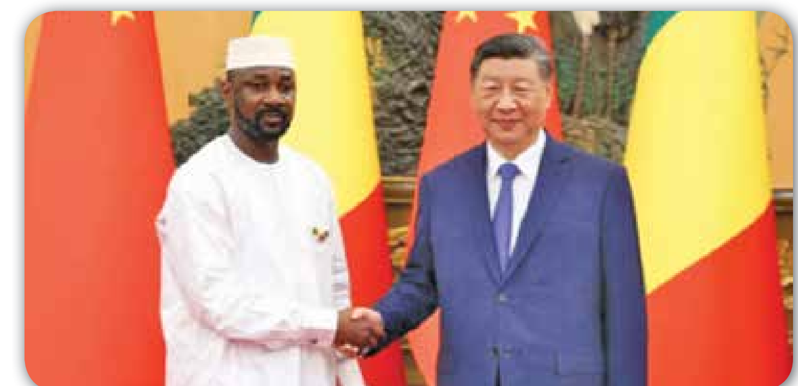
La Chine continuera à encourager ses entreprises à investir au Mali et à approfondir la coopération dans des domaines tels que l'agriculture, l'énergie, le développement minier et la construction d'infrastructures, a-t-il assuré, exprimant l'espoir que le Mali fournirait des garanties de sécurité et des facilités politiques aux entreprises chinoises.

La Chine a toujours soutenu le droit des peuples africains à déterminer leur avenir de manière indépendante, et est prête à travailler avec le Mali et d'autres pays africains pour se soutenir dans la poursuite de voies de modernisation adaptées à leurs conditions nationales, a noté Xi.

Goïta a pour sa part affirmé que le Mali espérait élever davantage le partenariat stratégique entre les deux pays et renforcer la coopération mutuellement bénéfique dans des domaines tels que l'agriculture, l'énergie, l'exploitation minière et la sécurité.

Le Mali apprécie les efforts et les contributions de la Chine dans la promotion de la paix et du développement régionaux et mondiaux, et souhaite une coordination multilatérale plus étroite avec la Chine, a-t-il ajouté.

Afrique Média 2 septembre 2024



Le président chinois, Xi Jinping, a rencontré lundi le président malien Assimi Goïta, qui se trouve à Beijing pour le Sommet 2024 du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA).

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

SERVICES

Mexique : le président López Obrador rencontre les parents des 43 étudiants disparus d'Ayotzinapa dans un contexte de fortes critiques



Rencontre entre le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador et les parents des 43 étudiants disparus d'Ayotzinapa

Le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, a reçu lundi les parents des 43 étudiants disparus d'Ayotzinapa, dans ce qui pourrait être sa dernière rencontre officielle avant de quitter ses fonctions le 30 septembre. La rencontre s'est déroulée dans une atmosphère tendue, marquée par les fortes revendications des familles, qui accusent le président de couvrir les militaires présumés impliqués dans l'affaire et de ne pas tenir sa promesse d'élucider le mystère entourant la disparition des jeunes.

Un mois avant le dixième anniversaire de la disparition des étudiants, les familles et les militants ont organisé une manifestation à Mexico pour réclamer justice et vérité. La marche, qui est partie de l'Ange de l'indépendance, était conduite par les parents des étudiants, qui portaient des pancartes avec les noms et les visages de leurs enfants, ainsi que le slogan qui accompagne leur lutte depuis le début : *« Vivant, ils l'ont pris, vivant, nous le voulons ! »*

Estanislao Mendoza, père de Miguel Ángel Mendoza Zacarías, a exprimé sa déception à l'égard de López Obrador, rappelant la promesse que le candidat à la présidence de l'époque avait faite en 2018 de retrouver les jeunes disparus. *« Nous sommes déçus par lui. Avant, quand il a commencé, il y avait une petite lumière d'espoir parce que nous croyions un peu en lui »*, a déclaré Mendoza, qui a accusé le gouvernement de protéger l'armée, le principal suspect dans les enquêtes.

La rencontre avec M. López Obrador s'est déroulée à huis clos, dans un contexte de tensions croissantes causées par la publication récente d'une lettre dans laquelle le président défend les forces armées, qui ont été accusées par les membres des familles et les organisations de défense des droits humains d'avoir dissimulé ce qui s'est passé dans la nuit du 26 septembre 2014. Les familles ont exprimé leur frustration face à l'absence de progrès significatifs dans l'enquête et affirment que, malgré les promesses du président, la vérité reste inaccessible.

María de Jesús Tlatempa, mère de José Eduardo Bartolo, a également exprimé son mécontentement avant la réunion, déclarant : *« Nous allons aller demain le remercier pour rien. Parce qu'il n'a rien fait »*. La mère militante a affirmé que l'armée et la police ministérielle connaissent la vérité sur ce qui s'est passé, mais qu'elles n'ont pas fourni les informations nécessaires pour éclaircir l'affaire.

L'affaire des 43 étudiants d'Ayotzinapa a été l'un des thèmes les plus controversés de l'administration de M. López Obrador. Malgré la création d'une commission de la vérité et les efforts promis, l'affaire n'a toujours pas été résolue. Le président a pour sa part demandé au procureur général de la République de faire témoigner l'ancien président Enrique Peña Nieto sur des éléments de preuve liés à la disparition des étudiants.

Les familles, cependant, attendent toujours des réponses. À l'approche du dixième anniversaire de la tragédie, le désespoir et la douleur de ne pas savoir ce qui est arrivé à leurs enfants persistent. « *Nous ne cesserons pas de nous battre tant que nous ne saurons pas ce qui leur est réellement arrivé* », a répété María de Jesús Tlatempa, reflétant ainsi les sentiments de tous les parents qui, dix ans plus tard, continuent de réclamer justice, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Le temps presse et la promesse de López Obrador de ne pas laisser tomber les familles d'Ayotzinapa s'estompe chaque jour qui passe sans que toute la vérité sur ce qui s'est passé cette nuit fatidique ne soit révélée. L'incertitude et la méfiance à l'égard de l'État restent les principaux aspects d'une lutte qui est loin d'être terminée.

M. López Obrador a déclaré qu'il s'engageait à *« ne pas décevoir les mères, les pères des jeunes d'Ayotzinapa, le peuple mexicain. Nous n'allons pas trahir la confiance de notre peuple »* et il a assuré qu'une Commission de la Vérité serait créée, ce qui a été demandé pendant des années par les familles des étudiants et qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a pas encore été concrétisé.

Pressenza 28 Août 2024

DOROTHY DAY CATHOLIC WORKER HOUSE (DC) WELCOMES YOU TO

First Friday Clarification of Thought Sharing and Discussion

Haiti: Intervention versus Revolution

by Kim Ives

7:30 PM, FRIDAY SEPTEMBER 6TH

503 Rock Creek Church Road, NW, DC 20010

Haiti has no elected officials and is in the throes of a social revolution.

Over-extended with wars in Ukraine and Gaza, Washington is scrambling to crush the Haitian uprising and maintain control of this geopolitically important neocolony.

Having foiled previous popular revolts in 1986, 1991, and 2004, the U.S. is now relying on a “Pan-African” proxy – Kenya – to be the black-face on yet another foreign military intervention.

It aims to decapitate the revolt and then put in place an “elected” Haitian president, who would sign a bilateral agreement with Washington that will put Haiti back into virtually colonial status, completely economically dependent on and militarily dominated by the U.S.



Kim Ives, journalist, editor, and filmmaker with *Haiti Liberté*.

Phone: 202 882 9649

Email: kathyboylan5@gmail.com



